Événement
David Koussou

→ Président de la CMCAS Martinique, membre de la session du Comité de coordination des CMCAS, il témoigne de la situation des agents sur place.

Région
Christine Cadiou

→ La présidente de la Commission loisirs et culture de la CMCAS Seine-Saint-Denis est correspondante à la SLV de Noisy-le-Sec, lieu d'échanges entre générations.

Portrait
Hugues Chavaroche

→ Le président de la Commission jeunes agents de la CMCAS Thionville est un Européen convaincu qui rêve sans faiblir à un monde plus juste.

CCAS infos

www.ccas.fr

mensuel d'information du personnel des industries électrique et gazière.
1,5 euro
n° 299
mars 2009

La solidarité : énergie de nos actions

Photos couverture :
Olivier Clément / CCAS
Didier Delaine / CCAS,
Christine Lemore.

Mensuel d'information du personnel des Industries électrique et gazière.
Immeuble René-Le Guen, 8, rue de Rosny, BP 629, 93104 Montreuil Cedex
Tél. : 01 48 18 64 46
Fax : 01 48 18 66 93.

CCAS
Caisse Centrale d'Activités Sociales du Personnel des Industries Électrique et Gazière
www.ccas.fr

Directrice de la publication :
Évelyne Valentin.
Rédacteur en chef :
Pierre Chaillan.
Assistantes :
Carmen Gil,
Nathalie Harlé.
Rédaction :
Samy Archimède,
Éléonore Gratiet-Taicher,
Pierre Michaud,
Philippe Poupard,
Laïla Saïdi,
Jean Santon,
Marie-Line Vitu.
Secrétariat de rédaction :
Aude Brédy
Comtown Productions.
Photographie :
Carole L'Hermitte,
Christine Lemore.
Chef de fabrication :
Dominique Brégier.
Ont collaboré à ce numéro :
Nicolas Chevassus,
Stéphane Gravier,
Georges Mérillon,
Christine Rousseau.
Conception graphique et réalisation :
Comtown Productions.
Photogravure, impression, expédition :
Rivet,
24-27, rue Claude-Henri-Gorceix,
BP 1577,
87022 Limoges Cedex 9.
ISSN 0295-6365.
Commission paritaire :
N° 1111 M 05267.

IMPRIM'VERT

Abonnement :
12,20 euros (individuel),
6,10 euros (collectif).
Site internet :
www.ccas.fr

L'ESPRIT DE JUSTICE...

© ÉLISE REBIFFÉ / CCAS

ÉVELYNE VALENTIN,
PRÉSIDENTE DE LA CCAS

Lors de son intervention télévisée, et en guise de réponse à la forte mobilisation sociale du 29 janvier dernier, le président de la République a prononcé à plusieurs reprises le mot de justice : c'est un fait nouveau.

Il appartiendra à chacun d'apprécier si les mesures annoncées sont à la hauteur de ce joli mot. Une indication cependant : l'ensemble des organisations syndicales les jugent insuffisantes et appellent à amplifier cette mobilisation.

Ce qui me paraît important aujourd'hui, c'est que, volontairement ou non, le débat est ainsi porté à la hauteur des enjeux de société : que produisons-nous et comment cela est-il réparti entre nous tous ?

Des Antilles à Michelin en Haute-Loire, la vraie question est enfin posée : une minorité a-t-elle le droit de s'approprier la majorité des richesses créées ? Et ce, au nom de quelle éthique ?

Le chef de l'État a voulu noyer le poisson et pourtant il a mis le doigt où ça fait mal : le système dans lequel nous vivons est-il viable, est-il juste ?

Désormais, il est possible, nécessaire et urgent de sortir le débat politique de la langue de bois politicienne, des petites phrases, des week-ends, des ego surdimensionnés, des shows médiatisés pour en arriver au débat essentiel : comment organiser la société, le travail, la consommation, l'environnement pour que chacun ait une réponse à ses aspirations dans un esprit de justice ?

Des Antilles à Michelin en Haute-Loire, la vraie question est enfin posée : une minorité a-t-elle le droit de s'approprier la majorité des richesses créées ?

À l'évidence, la folle course au profit et à la spéculation à outrance n'a plus sa place dans ce XXIe siècle qu'il nous faut construire.

Merci Monsieur le Président de l'avoir souligné, même par inadvertance.

En pleine période de crise financière et économique, cette recherche d'une société plus juste et solidaire prend de l'ampleur. Le 29 janvier en a montré (et de quelle manière !) l'exigence immédiate. Le 19 mars marque une nouvelle étape dans l'expression de cet esprit de justice.

Soyons présents, plus nombreux, et plus forts.

sommaire

L'ÉDITO d'Évelyne Valentin 3
L'esprit de justice

ACTUALITÉ événement 6
Vent de révolte sur les DOM

ACTUALITÉ en bref 8
Rencontres sportives nationales • Club miniateg • Vous écrivez, on vous lit • Assurances IDCP • Culture

RÉGION La Seine-Saint-Denis . 10
Une autre image de la banlieue

PORTRAIT Hugues Chavaroche . 20
La vie simplement !

VU À... Estagel 21
Réseau solidaire : mode d'emploi

DOSSIER Vacances pour tous ...22
Des vacances de qualité pour tous • Vacances et culture : en toutes saisons • Vacances alternatives : autrement ! • « Rétablir plus de justice sociale pour permettre à tous de partir » • Les bonus solidaires : un coup de pouce pour s'évader • Des centres plus confortables et plus écolo ! • Paroles de saisonniers

VOS activités 30
Indispensable livret des actions sociales • **Solidarité :** l'énergie des activités sociales • « Tous différents, tous agents » • Handicap mental : sport pour tous • Un fil conducteur • Militants de la solidarité • Un monde solidaire • « Accompagner l'autogestion »

SCIENCES et environnement .. 38
La relance écologique en question • Emplois verts pour croissance durable

CINÉMA FIGRA 40
Les « Écrans de la réalité »

CULTURE 41
Un cinéma social bien vivant !

LIVRES Minh Tran Huy 42
Le Vietnam au cœur

NOUVELLE Ouvre 44
Par Georges Mérillon

JEUX et jardin 46
Côté jardin : Au potager
Jeux : Mots croisés • Sudoku

Encarts : *Action sociale, vos droits*
Vivre des vacances autrement en France

Événement

Ulcérées par la vie chère, les Antilles se sont levées pour dire non à la « *pwofitasyon* ». Interrogés par *CCAS INFOS*, les présidents des CMCAS Guadeloupe, Martinique et Guyane racontent le quotidien des agents sur ces territoires. Leur souhait ? Ne plus être traités comme des citoyens de seconde zone.

Lire page 6

© CHESNOT / SIPA

Région La Seine-Saint-Denis

Le département de la Seine-Saint-Denis ne demande qu'à chasser les clichés qui s'attachent à son nom. Émaillé d'étendues naturelles insoupçonnées, ce territoire regorge de possibilités économiques et culturelles.

Lire page 10

© GÉRARD LEGGIO / RATP

Dossier vacances

Nouvelles destinations, nouveaux séjours à thème, mais aussi nouvelles mesures tarifaires. Le tout avec le souci permanent d'offrir aux bénéficiaires des vacances de qualité, à la fois en matière de contenu et de confort. Objectif de la CCAS : permettre à chacun de partir quels que soient ses moyens, son âge, sa situation familiale ou sa condition physique.

Lire page 22

© OLIVIER CLÉMENT / CCAS

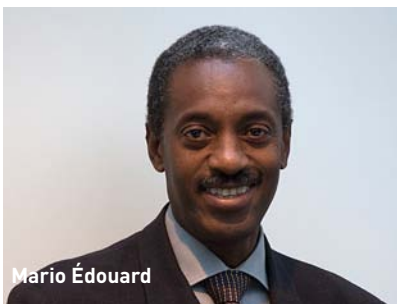
VENT DE RÉVOLTE SUR LES DOM

Ulcérées par la vie chère, piquées au vif par le mépris du gouvernement à leur égard, les Antilles se sont levées comme un seul homme pour dire non à la « *pwofitasyon* ». Il aura fallu plus d'un mois de grève générale pour voir l'État et le patronat accepter enfin un premier accord permettant une hausse de 200 euros des bas salaires guadeloupéens. Interrogés par *CCAS INFOS*, les présidents des CMCAS Guadeloupe, Martinique et Guyane racontent le quotidien des agents sur ces territoires. Leur souhait ? Ne plus être traités comme des citoyens de seconde zone.

© FACELLY / SIPA

Quelles réalités vivent les agents et leurs familles en matière de pouvoir d'achat ?

Mario Édouard,
président de la CMCAS Guadeloupe
Ici, tous les produits sont plus chers que dans l'Hexagone, notamment les produits de première nécessité qui sont importés d'Europe et de métropole. Une part faramineuse des fonds de la CMCAS Guadeloupe est utilisée pour des prêts d'honneur de 1 500 euros visant à aider les agents à subvenir à leurs besoins de base : manger et payer leur loyer. Chaque mois, nous avons entre 10 et 15 demandes de prêt. Une grande majorité des agents ont des difficultés financières, malgré l'indemnité de vie chère qui majore les salaires de 20 %. Les agents sont souvent à découvert. Sur les plateaux clientèles, les salaires tournent autour du Smic. Certains techniciens s'en tirent mieux car ils bénéficient d'heures supplémentaires et de compléments de salaire dus à la pénibilité du travail. Mais certains ne prennent pas de congés pour éviter de perdre ce complément, que nous appelons ici « salaire artificiel ».


Mario Édouard

© CHRISTINE LEMORE

David Koussou,
président de la CMCAS Martinique et membre de la session du Comité de coordination des CMCAS
En Martinique, les prix sont exagérément élevés. Les produits laitiers sont trois ou quatre fois plus chers qu'en métropole. Et puis il y a la problématique du carburant. Quand il y a une baisse du prix du pétrole en France, elle n'est pas immédiatement répercutée dans nos départements. Les prix à la pompe sont exorbitants. Les baisses et les hausses de prix sont arbitraires. D'où le premier mouvement qui a débuté en Guyane en novembre dernier. Les salaires des jeunes agents TSI (techniciens de surveillance et d'intervention) tournent autour de 1 600 euros brut, majoration de vie chère comprise (+25 %). Quand on voit le prix des loyers... Ici, c'est le parcours du combattant pour pouvoir bénéficier du 1 % logement. Les inactifs et les veuves d'agents sont eux aussi en grande difficulté.

Willy William,
président de la CMCAS Guyane et administrateur de la Camieg
Les gens ici en ont ras le bol. Le mouvement social est parti du prix de l'essence qui était de 1,77 euro le litre en Guyane, alors que chez nos voisins du Surinam on le trouve à moins d'1 centime ! Le coût de

L'OUTRE-MER EN CHIFFRES

Nombre total de bénéficiaires : 11 351, soit l'équivalent de la CMCAS Bourgogne

- **Guadeloupe :** 3 269 bénéficiaires (dont 853 inactifs), 408 000 habitants ;
- **Martinique :** 2 765 bénéficiaires, (dont 869 inactifs), 404 000 habitants ;
- **Guyane :** 2 199 bénéficiaires, (dont 478 inactifs), 208 000 habitants ;
- **La Réunion :** 3 400 bénéficiaires (dont 849 inactifs), 791 000 habitants.

Source : Insee (2006).

Hommage à Jacques Bino, abattu à Pointe-à-Pitre dans la nuit du 17 au 18 février

© FRANÇOIS GUILLOT / AFP

la vie ajouté à l'arrivée de l'euro touche tout le monde. Depuis 2004, 29 jeunes ont fait une demande de prêt d'honneur auprès de la CMCAS, ce qui n'est pas rien. Les agents n'arrivent pas à trouver un logement, car il y a un gros déficit en logements sociaux. Ils sont surendettés. Pour les inactifs, c'est encore pire. Ceux qui gagnaient 1 500 euros net ont vu leur pension coupée de moitié en arrivant à la retraite. En effet, les indemnités d'astreinte et de service continu ne sont pas prises en compte dans le calcul des pensions. De surcroît, celles-ci sont versées trimestriellement. Donc, celui qui ne gère pas bien sa pension se retrouve sans rien à la fin du premier mois. Là aussi, la CMCAS intervient en proposant des prêts d'honneur. Le problème, c'est que nous ne pouvons pas satisfaire toutes les demandes.

Les avancées obtenues grâce à ce mouvement social vous rendent-elles optimiste ?

Mario Édouard

Ce qui a fédéré les gens autour d'Élie Domota [leader du LKP[1], ndlr], c'est le mot *« pwofitasyon »*. Les gens ont compris qu'on profitait d'eux et qu'on leur mentait. J'ai peur que les états généraux annoncés par Nicolas Sarkozy ne servent pas à mettre les vrais problèmes sur la table. Ces états généraux doivent permettre de faire le constat que la départementalisation [les DOM ont été créés en 1946, ndlr] n'a pas donné les effets escomptés, en particulier en terme de transfert du pouvoir de décision vers les DOM.

Il faut aussi renverser les clichés, les blocages psychologiques qui empêchent les Guadeloupéens noirs d'occuper des postes de cadres. Mais c'est aussi la responsabilité des entreprises. Et puis il faut mettre fin aux dérives, qui font que le pouvoir économique est concentré entre les mains de quelques personnes.

David Koussou

Le mouvement social contre la *« pwofitasyon »* est un mouvement qui fera date, car il montre la détermination d'un peuple tout entier à se mettre debout pour faire aboutir l'ensemble de ses revendications. C'est un mouvement profond à travers lequel les habitants des DOM montrent qu'ils existent en tant qu'êtres humains. La crise est profonde, à la fois identitaire et sociale. Mais nous ne sommes pas un peuple d'assistés. Nous voulons faire partie de l'économie et ne plus être pris pour les dindons de la farce. Les Békés ne peuvent pas continuer à se faire de l'argent sur le dos des Antillais. Ça ne peut plus durer. Je veux que la Martinique sorte la tête haute de ce conflit d'une ampleur inédite, avec des résultats. Si le gouvernement n'avait pas laissé pourrir la situation, on n'en serait pas à pleurer la mort d'un camarade syndicaliste (voir encadré ci-contre).

David Koussou

© CHRISTINE LEMORE

1 *Liyannaj Kont Pwofitasyon* : collectif guadeloupéen regroupant 45 organisations syndicales, politiques et culturelles.

LA CCAS SOLIDAIRE

Le conseil d'administration de la CCAS et la session du Comité de coordination des CMCAS ont adopté le 19 février une motion de soutien et de solidarité envers les salariés en lutte dans les départements d'outre-mer. Il insiste sur la nécessité de *« réelles négociations loyales et sérieuses »*, ajoutant que *« des réponses doivent être apportées à l'ensemble des revendications exprimées par les organisations syndicales »*. D'autre part, des dispositions particulières ont été prises en faveur des bénéficiaires qui se sont rendus ou avaient prévu de se rendre à la Guadeloupe ou à la Martinique alors que les deux îles étaient en grève générale. Les membres du CA adressent également un message de soutien à leur collègue Liliane Chastenet, dont le frère, Jacques Bino, syndicaliste à la CGTG, a été abattu dans la nuit du 17 au 18 février dernier, à Pointe-à-Pitre, dans des circonstances qui restent à éclaircir.

Willy William

© CHRISTINE LEMORE

Willy William

Le discours tenu par Nicolas Sarkozy sur RFO le 19 février ne me rend pas du tout optimiste. Il a fallu plus de quatre semaines de grève générale en Guadeloupe pour que le gouvernement prenne la mesure du problème. Les DOM sont vraiment des territoires de seconde zone. Il y a du mépris. Il faut arrêter de jouer au yo-yo et débloquer enfin des moyens pour faire redémarrer une économie moribonde. L'État doit faire pression sur les entreprises, sur les Békés (aux Antilles) et lutter réellement contre la ségrégation raciale. Pour l'instant, on ne fait que panser des plaies superficielles sans traiter le malaise de fond : les blessures de l'esclavage et de la colonisation. Nous ne voulons pas l'indépendance, mais le respect. Nous voulons simplement être considérés comme des Français à part entière.

Textes : Samy Archimède

RENCONTRES SPORTIVES NATIONALES

© PHOTOS : CHRISTIAN PETIT / CCAS

COURSE EN RELAIS DES 8 HEURES DU CAP ET ÉCHECS

Échauffez vos baskets pour préparer la course relais des 8 heures du Cap qui se déroulera au centre de vacances du Cap d'Agde le 9 mai. Ou bien entraînez vos neurones pour jouer le tournoi d'échecs en parties semi-rapides, qui se déroulera le même jour au même endroit.

© JULIEN MILLET / CCAS

GOLF

Avis aux CMCAS, nous recherchons toujours 2 CMCAS supplémentaires pour les Rencontres interrégionales du 15 mai. La finale, organisée par la CMCAS Montluçon, aura lieu les 18 et 19 septembre.

ERRATUM

L'épreuve de VTT, organisée par la CMCAS Alpes du Sud à la Maison familiale de Sauze, se déroulera non pas les 18 et 19 juin, mais le vendredi 19 et le samedi 20 juin.

VOILE SPORTIVE : COUPE HENRI-FILLET COCHE 2009

© LAURENT CAREGNATO

La CMCAS Ardennes-Aube-Marne a le plaisir de vous inviter les 5 et 6 juin en plein cœur du Parc naturel de la Forêt d'Orient, un des plus beaux plans d'eau de France, pour participer à cette extraordinaire rencontre de voile sportive accessible à tous ! Du pratiquant occasionnel au plus chevronné, venez vous essayer à l'un des 3 principaux supports de voile légère : catamarans, avec des modèles acceptés de 14 à 18 pieds (un classement au *rating* en temps compensé permettra d'équilibrer les performances de chaque type d'embarcation), dériveurs, dont tous les modèles sont acceptés, et planches à voile, si celles-ci possèdent une dérive et une voile inférieure ou égale à 6 m². Ceux qui ne possèdent pas de matériel sont les bienvenus car un prêt leur est assuré. N'hésitez plus un instant, d'autant que l'hébergement et la restauration se situent juste à côté de la base nautique.

Forclusion des inscriptions fin avril.
Le dossier d'inscription sera disponible d'ici fin mars à la rubrique « rencontres sportives » du site www.ccas.fr ;
contact : philipe.monmart@erdf-grdf.fr

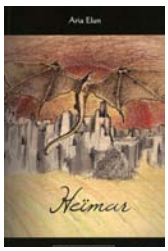
CLUB MINIATEG

UNE NOUVELLE MINIATURE

Le club Miniateg 43, regroupant des collectionneurs de véhicules EDF-GDF, propose cette année le J9 Peugeot EDF-GDF au 1/43e avec la mention « sécurité dépannage ».
Si vous souhaitez acquérir cette miniature, vendue 39 € (port compris), adressez-vous à : Miniatieg 43, 235, rue de l'étang, 69440 Saint-Laurent d'Agny.
Renseignements à : miniateg43@voila.fr

BON DE SOUSCRIPTION :
Nom : ..... Prénom : .....
adresse : .....
.....
courriel : ..... Tél. : .....
souhaite acquérir en souscription la miniature Peugeot J9 EDF-GDF », échelle 1/43e proposée par Miniateg 43.
À renvoyer le plus rapidement possible à :
Miniateg 43, 235, rue de l'Étang - 69440 Saint-Laurent d'Agny.

VOUS ÉCRIVEZ, ON VOUS LIT



HEÏMAR

Coup de chapeau à l'imagination enchanteresse d'Aria Elun, 17 ans, fille d'agent EDF, qui vient de publier son premier roman jeunesse, *Heïmar*. L'auteure nous transporte, au travers de son héroïne Gwen, dans une aventure fantastique et un monde magique parallèle où se mêlent pouvoir surnaturel, amitié et défi. Un roman à l'univers chimérique qui plaira aux fans d'Harry Potter.

Heïmar, d'Aria Elun,
Éditions de l'Ours Blanc, 15 €.

AU PAYS DE JACQUOU LE CROQUANT

Pierre Villot, agent inactif périgourdin, voue une passion à l'écrivain du XIXe siècle Eugène Leroy, auteur du roman de dénonciation sociale *Jacquou le Croquant*. Pierre Villot publie un ouvrage de tourisme littéraire. On découvre au fil des pages les lieux qui jalonnent le roman et des promenades qui permettent de marcher sur les traces d'Eugène Leroy. En somme, l'ouvrage d'un pèlerinage littéraire au pays de Jacquou le Croquant.

Au pays de Jacquou le Croquant,
de Pierre Villot, Éditions et diffusion du conservatoire des anciens métiers, art, lettres et traditions en Périgord, 15 €.

LE POINT DE LUNÉVILLE

C'est, peut-on dire, aux délicates mains des brodeuses que rend hommage cet agent EDF inactif. En faisant un « crochet » par *Le point de Lunéville*, de Daniel Rémy, on se plonge dans l'origine et l'évolution d'une technique bien française de la dentelle qui sublima des robes de l'impératrice Joséphine aux robes des podiums haute couture : la broderie au point de Lunéville. Oui, il est des agents qui passent du fil électrique au fil à broder...

Le point de Lunéville, de Daniel Rémy,
Éditions du Conservatoire des broderies de Lunéville, 10 €.

RETROUVEZ TOUTES LES INFOS SUR LE SITE INTERNET DE LA CCAS : ccas.fr

NOUVELLE OFFRE : UNE PROTECTION TRÈS ACCESSIBLE POUR VOTRE CONJOINT

Que vous soyez marié, pacsé, ou en union libre, l'assurance IDCP est une solution qui protège votre conjoint.

© CHRISTIAN PETIT / CCAS

En souscrivant la garantie **« DÉCÈS TOUTES CAUSES »** pour votre conjoint, IDCP verse un capital au(x) bénéficiaire(s) de son choix en cas de décès de l'assuré.

Marie, agent, 30 ans, gagne 2 000 € brut par mois sur 13 mois. Marc, 35 ans, son concubin, est assuré pour une garantie « décès toutes causes » à hauteur de 200 % du salaire* de Marie. Avec une cotisation de 2,60 € par mois, si Marc décède, elle recevra un capital de 52 000 € en tant que bénéficiaire désigné.

En souscrivant la garantie **« RENTE DE CONJOINT »**, pour vous et/ou votre conjoint, c'est l'assurance pour le conjoint survivant de percevoir une rente viagère.

Yan, agent, 35 ans, gagne 2 500 € brut par mois*. Il veut protéger Anna au cas où il viendrait à décéder. Il choisit une couverture à hauteur de 30 % de son salaire pour laquelle il paie 27,08 € par mois. Anna recevra une rente annuelle à vie de 9 750 €. Anna peut également protéger Yan en souscrivant une garantie « rente de conjoint ».

* Vous pouvez assurer jusqu'à 400 % du salaire de l'agent.

la solidarité, c'est notre protection

En souscrivant la garantie **« DÉCÈS ACCIDENTEL »**, pour votre conjoint, IDCP verse un capital au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) en cas de décès de l'assuré.

Jean-Louis, agent, 50 ans, gagne 3 000 € brut par mois** a souscrit une garantie « décès accidentel » pour son épouse. Il a choisi un capital de 156 000 €, soit 400 % de son salaire. Il cotise 10,79 € par mois.

En souscrivant la garantie **« INFIRMITÉ PERMANENTE »,** l'assuré qui est reconnu en état d'infirmité permanente (IPP) ou totale (IPT), consécutivement à un accident, bénéficie d'un capital.

Agathe, agent, gagne 2 500 € brut par mois. Elle a souscrit cette garantie à hauteur de 400 % de son salaire, pour Cédric, 42 ans, son conjoint, et verse chaque mois 9 €. Cédric s'est blessé aux sports d'hiver et souffre désormais d'une légère perte de mobilité estimée à 5 % de taux d'IPP. Il est indemnisé à hauteur de 6 500 €.

Souscrivez sans tarder et profitez de l'offre de bienvenue !
Toute souscription de nouvelles garanties pour vous, votre conjoint(e) ou vos enfants en âge d'adhérer avant le 30/06/2009 se fera sans questionnaire de santé ***.

Pour souscrire, complétez et renvoyez le bulletin individuel d'adhésion à : CCAS, Prévoyance Assurances, 8, rue de Rosny 93104 Montreuil Cedex.

Vous pouvez obtenir ce document et vous renseigner sur les garanties IDCP :

- en appelant le numéro vert, 0 800 00 50 45 (appel gratuit depuis un poste fixe), du lundi au vendredi de 8 h 30 à 19 h ;
- en vous rendant sur le site ccas.fr dans l'espace Activ' : munissez-vous de votre NIA (Numéro d'identifiant agent) et de votre salaire brut.

** Vous pouvez assurer jusqu'à 800 % de votre salaire.
*** Sous réserve des conditions contractuelles.

FESTIVAL DU MOYEN MÉTRAGE À BRIVE

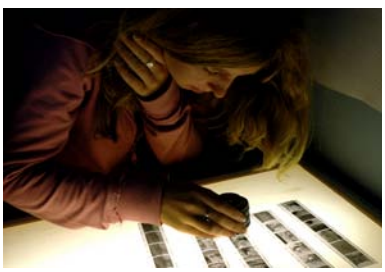
Rendez-vous dans le Limousin du 1er au 6 avril pour la 6e édition du Festival du cinéma de Brive organisé en partenariat avec la CCAS et la CMCAS Tulle-Aurillac. L'objectif de ce festival unique en Europe ? Offrir un espace de rencontres entre les professionnels et les spectateurs, au travers de projections, rencontres publics/cinéastes, éducation à l'image, concours de scénarios de moyen métrage, débats, ciné-concert... Une véritable passerelle d'échanges et de richesses pour les amoureux de l'image. Un tarif préférentiel et un catalogue gratuit sont prévus pour les bénéficiaires grâce à un pass « journée » donné sur présentation de la carte Activ'.

Tout le programme sur le site du festival : www.festivalcinemabrive.fr.

RENCONTRES DE L'IMAGE ET DU MULTIMÉDIA DES ÉNERGÉTICIENS 2009

Le festival des Rimes, qui met à l'honneur l'image pixelisée, se déroulera du 27 au 29 mars dans le Pas-de-Calais depuis le centre de vacances de Merlimont.
Au programme : des ateliers de montage vidéo, de multimédia, de photo ou de lumière.

Un rendez-vous unique d'échanges, de créations, d'astuces... pour tous les agents amateurs et passionnés d'image. Un séjour y est organisé, gratuit pour les moins de 10 ans.
Pour plus d'informations : connectez-vous sur le site www.rimesccas.org



© JOSEPH MARANDO / CCAS

une aut

LA SEINE-SAINT-DENIS,
re image de la banlieue

Souvent caricaturé par des clichés, le département n'en recèle pas moins des atouts économiques et naturels avec ses grands parcs, ses rivières et canaux, et 220 kilomètres de promenades balisées.

Textes : Pierre Michaud
Photos : Didier Delaine / CCAS

La Seine-Saint-Denis A Q

Ce territoire ne figure pas dans les guides comme destination privilégiée pour le tourisme. Toutefois, ses nombreux musées, ses vastes parcs et ses cours d'eau méritent d'être (re)découverts.

Tout comme la région Île-de-France, la Seine-Saint-Denis n'a pas de frontières naturelles évidentes. Élément du sous-ensemble du Bassin parisien, ce département traversé par plusieurs cours d'eau (voir page 13) est né de la réforme départementale de1964. Sa mise en place, en tant que nouvelle entité, est effective le 1er janvier 1968. La Seine et la Seine-et-Oise, créées par la Constituante de 1790, donnent naissance à sept nouveaux territoires : Paris, la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne, qui composent la petite couronne, la grande couronne étant formée par le Val-d'Oise, les Yvelines, l'Essonne (tous les trois sur l'étendue de l'ex-Seine-et-Oise) et la Seine-et-Marne, qui conserve sa surface. Le « 93 » est constitué à partir de 16 communes appartenant à l'ancienne Seine-et-Oise et 24 de l'ex-département de la Seine. Au sein de la petite couronne, il occupe une position de triangle au nord-est de Paris. Bien que son territoire n'ait jamais correspondu à une unité administrative, la Seine-Saint-Denis reprend l'esprit qui prévalait à la création des départements en 1790, et notamment les aspects pratiques, avec une préfecture, Bobigny, en position centrale.

La Seine-Saint-Denis est issue de la naissance de la banlieue industrielle de Paris, au XIXe siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, avec des

UN DÉPARTEMENT ÉNERGÉTIQUE

Les établissements des entreprises électriques et gazières sont nombreux dans le département. À Saint-Denis, Cap Ampère emploie plus de 3 000 personnes dans différents secteurs (services centraux, équipement, production électrique...). Non loin de là, à Saint-Ouen, GDF Suez possède des services de recherche et de transport gaz. Toujours dans ce même quartier, la tour Pleyel domine de ses 128 mètres de haut l'usine d'incinération TIRU (Traitement industriel des résidus urbains, filiale EDF). L'usine possède un traitement des fumées et une station d'épuration et évacue ses mâchefers par voie fluviale. Elle traite ainsi 630 000 tonnes de déchets par an, provenant du Syctom (Syndicat intercommunal de traitement de valorisation des déchets) qui regroupe Paris et 85 communes de la petite couronne. L'énergie récupérée (vapeur et électricité) est fournie à EDF et à CPCU. La Compagnie parisienne de chauffage urbain est une société anonyme dont les actionnaires sont GDF Suez (64,39 %), la ville de Paris (33,50 %), enfin le Public et les salariés (2,11 %). Elle fournit du chauffage pour près de 500 000 logements. À noter que TIRU refuse toujours de financer les activités sociales de la CCAS dont bénéficie le personnel.

UARANTE ANS

paysages d'usines et de logements populaires créés sans plan d'urbanisme. Entre les deux guerres, la banlieue pavillonnaire gagne du terrain, suivie par la construction de grands ensembles à partir des années cinquante. Dès le second Empire, les industriels ont cherché des terrains plus vastes qu'à Paris et surtout moins chers, tout en restant proches de la capitale. Les transports, fleuves, canaux et chemin de fer, ont joué un rôle considérable dans le développement des entreprises qui se sont installées le long des vallées et près des gares, qui se sont multipliées dans la seconde moitié du XIXe. Dans le même temps, certaines villes ont connu une expansion et une urbanisation spectaculaires, comme Saint-Denis, Saint-Ouen, Aubervilliers, Montreuil. De nos jours, pour faciliter la mobilité, le tramway, véritable outil d'aménagement régional et départemental, va être prolongé et une nouvelle ligne sera créée. À l'est et au sud, subsistent des zones plutôt pavillonnaires, voire rurales. Cependant, Noisy-le-Grand, intégrée à la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, accueille le plus vaste pôle tertiaire de l'Est parisien, le quartier Mont d'Est. Souvent caricaturé, le département n'en recèle pas moins des atouts naturels, avec de grands parcs, des rivières et canaux et 220 kilomètres de promenades balisées. Dans le sud du département, comme à Gournay, ou à Vaujours, près de la forêt de Bondy, on est à la campagne !

Entre les deux guerres, la banlieue pavillonnaire gagne du terrain, suivie par la construction de grands ensembles à partir des années cinquante.

© GÉRARD LEGGIO / RATP

UN TERRITOIRE ÉCONOMIQUE ATTRACTIF

Victime de plein fouet de la désindustrialisation, avec 20 % d'emplois en moins en 10 ans, la Seine-Saint-Denis pourrait bénéficier d'un bel essor économique. Car elle ne manque pas d'atouts, avec des infrastructures de transports développées (autoroutes, métros, RER, tramway, interconnexion RER-TGV) et de nombreuses friches industrielles (250 hectares). À proximité des 2 aéroports, des pôles se sont développés : les parcs d'exposition de Villepinte, le Parc international d'activités de Paris Nord 2 et la plate-forme logistique de Garonor. L'automobile reste une activité importante (Citroën, Delphi, Bosch...), mais ce sont les entreprises de l'image qui sont en plein essor, en particulier près du Stade de France. Nombre d'émissions de télévision et de films sont produits dans le dépar-tement et on y attend la Cité européenne du cinéma de Luc Besson. Toutefois, ce développement du secteur tertiaire ne profite pas suffisamment aux autochtones, car le taux de chômage reste proche des 10 %.

REPÈRES

- 1 503 536 habitants en 2009 (1 382 861 en 1999).
- Superficie de 236 km².
- Densité de 6 371 habitants au km².
- 3 arrondissements : **Bobigny,** préfecture du département (48 000 habitants), **Le Raincy** et **Saint-Denis**.
- 40 communes ; les plus peuplées étant : Montreuil (102 369 habitants), Saint-Denis (98 937 habitants) et Aulnay-sous-Bois (82 130 habitants).
- 60 % des communes comptent plus de 30 000 habitants.
- 35 % de la population a moins de 25 ans.
- 2 aéroports internationaux (Roissy-CDG et Le Bourget) génèrent 93 000 emplois directs.
- 43 000 entreprises et 530 800 emplois salariés (68 % de services ; 15,2 % de commerce ; 9,8 % d'industrie et 6,8 % de BTP). Parmi elles : Air France-KLM, Dassault Falcon Service, Embraer, Eurocopter, Radial, Messier-Bugatti, RATP, SNCF, PSA...
- 2 pôles universitaires.
- 4 voies d'eau : le canal de l'Ourcq, le canal de Saint-Denis, la Seine et la Marne.
- 6 lignes et 17 stations de métro, 5 lignes de RER, 1 tramway.

Sources : Insee et CCI.

UNE CMCAS DÉPARTEMENTALE, SOCLE POUR TOUS LES AGENTS

En Île-de-France, chaque département dispose d'une entité, basée sur la solidarité inter-CMCAS. Coup d'œil sur celle de Seine-Saint-Denis.

Après la décision, en juin 2008, de construire huit CMCAS en Île-de-France (une par département), des binômes (un élu, un fonctionnel) ont été mis en place, avec l'objectif de créer les CMCAS départementales le 1er janvier 2009. C'est à cette date que la CMCAS de Seine-Saint-Denis est née. « *Nous avons commencé, il y a 5 ans, à faire le bilan du fonctionnement des activités sociales en région parisienne, avec la volonté de mettre en place la carte Activ' entre les 16 CMCAS de l'Île-de-France… Nous avons constaté, par exemple, que des collègues qui habitaient le même immeuble ou qui travaillaient dans le même bureau ne pouvaient pas participer aux mêmes activités car dépendants de CMCAS différentes, ou bien profitaient de l'activité avec une participation financière différente…* »,

UNE SLV, LIEU DE VIE ET D'ÉCHANGES

Christine Cadiou

À Noisy-le-Sec, le local de la SLV 7, l'une des 17 du département, est installé au cœur même du domaine EDF. Deux correspondants, Christine Cadiou et Thierry Romanelli, détachés à 100 %, assurent le service chaque jour de la semaine. « *Ici, c'est un lieu de convivialité et d'échanges entre générations. Par exemple, des anciens racontent "j'étais releveur-enquêteur" et les jeunes actifs ne savent pas ce que c'est. Je leur explique. Ce croisement de générations permet des rencontres très sympathiques* », explique Christine Cadiou, correspondante depuis 7 ans. Dans le local, des rayons de livres, des CD, des DVD, choisis avec la participation des bénéficiaires. « *Auparavant, nous nous occupions de la Sécu et de la mutuelle et maintenant nous faisons le lien avec la Camieg. Nous continuons à récolter les feuilles de soins de nos collègues actifs et inactifs et nous les envoyons à la Camieg. Nous conservons toutes les photocopies des documents envoyés à la Camieg. Mais ça s'améliore* », estime Christine, membre de la nouvelle CMCAS Seine-Saint-Denis et présidente de la Commission loisirs et culture. « *Nos collègues actifs répondent présents pour assurer le convoyage, les colis pour des anciens, l'Arbre de Noël, la fête… Pour leurs vacances, beaucoup d'agents passent par nous, surtout les inactifs. Pour eux c'est un contact humain et une garantie* », se réjouit Christine.
De nombreux bénéficiaires, inquiets de savoir si leur SLV resterait ici, sont désormais rassurés.

explique Thierry Chevalier, président de l'ex-CMCAS Pantin et membre du CA de la nouvelle. *« Cela a abouti à la décision commune de créer 8 CMCAS départementales. L'objectif était donc de faire en sorte que les CMCAS d'Île-de-France offrent des prestations de manière égale à l'ensemble des bénéficiaires. On y est arrivés, avec notamment l'application d'une clé de répartition budgétaire solidaire. Chaque bénéficiaire peut prendre part aux activités sociales avec la même participation financière, quel que soit son lieu de travail ou d'habitation… »*, ajoute Thierry, coordinateur pour l'Île-de-France.

La CMCAS Seine-Saint-Denis s'installera prochainement dans les locaux d'ERDF de La Courneuve, ville centrale dans le département et très bien desservie par le réseau routier et les transports en commun. La CMCAS regroupe des bénéficiaires de 7 CMCAS (Asnières, TEME, GRIF, CENTRAUX, Saint-Mandé, plus Pantin et Production TIRU CPCU, dont le siège était déjà situé sur le département).

« Cette nouvelle CMCAS regroupe toutes les familles des agents qui travaillent en Seine-Saint-Denis et tous les inactifs qui y résident. Cela permet, entre autres, de renforcer les partenariats avec les structures, sociales et de santé, communales et départementales ; comme par exemple la CPAM, la Ddass ou encore les communautés de communes… Nous mènerons avec elles des campagnes de prévention santé… », précise Valentin Quadrone, président de la nouvelle entité, qui ajoute : *« Le lien social s'appuie sur nos 17 SLV, nous travaillons avec les médecins du travail, les assistantes sociales et nos CHSCT… »*

Thierry Chevalier

Avec 6 392 ouvrants droit et 10 853 ayants droit chez les actifs, 2 568 ouvrants droit et 1 407 ayants droit chez les inactifs, la nouvelle CMCAS développe les activités de proximité dans tous les domaines : sport, loisirs, culture, lien social…

La nouvelle CMCAS développe les activités de proximité dans tous les domaines : sport, loisirs, culture, lien social…

« Nous cherchons à développer un réseau solidaire intergénérationnel. Pour commencer, l'expérience des réseaux solidaires des CMCAS de Pantin, Asnières et Saint-Mandé est notre socle commun… Mais nous constatons un besoin grandissant parmi la population des jeunes agents, des familles monoparentales, dont certains gagnent largement moins de 1 200 euros. Ils peuvent être chargés de famille, leur pouvoir d'achat est très faible alors qu'ils doivent faire face à un loyer moyen de 600 euros. Nous appuyons notre réseau sur les SLV, sur la solidarité intergénérationnelle IEG, les structures départementales et sur le tissu associatif phénoménal… », indique Valentin.

Valentin Quadrone

LE BOURGET ET ROISSY

© CHRISTIAN PETIT / CCAS

Le Bourget fut d'abord une base militaire pendant la Première Guerre mondiale, puis devint, en 1919, une plate-forme d'aviation commerciale, à 7 km de Paris. En 1927, Charles Lindbergh lui confère une renommée internationale en s'y posant lors du premier vol sans escale entre New York et Paris. Depuis ses pistes, 181 villes de métropole, 234 villes de l'Union européenne et 272 villes situées hors de l'UE, sont desservies.
L'an passé, l'aéroport du Bourget a ouvert un nouveau terminal et un hangar de 9 000 m². Montant de l'investissement : 5,5 millions d'euros.
Le deuxième aéroport de la Seine-Saint-Denis, dont le chiffre d'affaires s'est élevé à 38 millions en 2007, est le premier aéroport d'affaires d'Europe. Son trafic a augmenté de 27 % ces 4 dernières années et il va continuer à croître de 3,5 % à 4 % par an dans les années à venir. Le nombre de mouvements d'avions est ainsi passé de 52 000 en 2003 à 66 000 en 2007.
De plus, l'activité du Bourget génère d'importantes retombées sur la zone, avec un chiffre d'affaires réalisé sur la plate-forme estimé à plus de 1 milliard d'euros, 5 millions d'euros de retombées fiscales, et quelque 8 000 emplois directs et indirects, dont 4 500 sur l'aéroport. Le premier aéroport de France est installé à Roissy-Charles de Gaulle, au cœur du premier bassin d'emplois de l'est francilien, Roissy - Plaine de France.
Il dispose d'une emprise de 32,38 km², ainsi que de 4 pistes, 4 terminaux, qui alimentent un trafic de 60 millions de passagers par an (en 2008), pour 17 compagnies aériennes. Le site de Roissy, situé sur 3 départements et 6 communes, a été choisi le 13 janvier 1964 et mis en service en 1974.
Roissy-Charles de Gaulle est aussi devenu le pionnier de l'intermodularité entre l'avion et le train, en accueillant dès 1994 une gare TGV conçue pour 5 millions de voyageurs.

PROMENADES CHAMPÊTRES

Au début du XIXe siècle, Napoléon décide de créer un canal reliant la rivière Ourcq à Paris. Celui-ci achevé permettra d'alimenter Paris en eau et offre une nouvelle voie de transport vers la capitale. Depuis longtemps, et aujourd'hui encore, le canal de l'Ourcq est un lieu de détente et de loisirs. Bien aménagés, les anciens chemins de halage accueillent cyclistes et randonneurs depuis le parc de la Villette jusqu'à celui de la Poudrerie à Sevran.

À partir du mois de mai, c'est la fête le long du canal. Celui de Saint-Denis rejoint la Seine, à l'Île Saint-Denis qui, même si elle a bien changé depuis qu'Alfred Sisley l'a peinte, garde quelques traces du « village au milieu du fleuve ». La Promenade des impressionnistes longe la Seine et rejoint le grand parc départemental, créé dans l'île. Les bords de Marne et du canal latéral se prêtent aussi à la promenade champêtre et certains tentent de retrouver l'esprit festif et insouciant des guinguettes, notamment à Gournay-sur-Marne et à Noisy-le-Grand. La Seine-Saint-Denis recèle de nombreux parcs, dont celui de La Courneuve, qui comporte lacs, pistes cyclables, aires de jeux sur une superficie de 400 hectares, avec 25 kilomètres de sentiers et d'allées.

Renseignements :
www.tourisme93.com
www.randopedestre93.fr/randopedestre93

SAINT-DENIS, CITÉ DES ROIS

Berceau de l'art gothique et nécropole des rois de France, Saint-Denis bénéficiait au Moyen Âge d'une telle renommée que l'on parlait alors de « Paris, près de Saint-Denis ». L'abbaye royale a illuminé durant des siècles l'histoire artistique, politique et culturelle du pays.
La nécropole est le plus important ensemble de sculptures funéraires du XIIe au XVIe siècle, comportant plus de 70 gisants et tombeaux.
L'architecture moderne est présente aussi, notamment celle d'Oscar Niemeyer.
À 300 mètres de la basilique, le musée d'art et d'histoire est installé dans un ancien carmel. Il propose une histoire de cette institution religieuse et des salles évoquent le résultat des fouilles archéologiques.
Le musée recèle aussi un remarquable fonds Paul Éluard et un étage est consacré au siège et à la Commune de Paris (1870-1871).
Près du canal Saint-Denis, le Stade de France vaut une visite, ne serait-ce que pour son architecture.

Renseignements :
www.ville-saint-denis.fr/jsp/site/Portal.jsp
www.saint-denis.monuments-nationaux.fr/fr/bdd/page/infospratiques
www.stadefrance.com

Sites remarquables

Les Puces de Saint-Ouen

7 hectares, 11 millions de visiteurs par an, 2 500 antiquaires et brocanteurs : les Puces de Saint-Ouen sont le premier marché de l'art et de l'antiquité du monde. Elles sont aussi l'un des plus grands sites touristiques de l'Île de-France. Des milliers de stands offrent un spectacle surprenant pour les yeux... Du meuble ancien aux objets les plus insolites, le marché aux puces fait le bonheur des chineurs et des amoureux de balades originales.

Le Musée du travail

Abrité par le bâtiment de l'horloge, dernier vestige de la ferme de l'horloge, le Musée du travail de Montfermeil propose un retour sur les outils traditionnels utilisés par les travailleurs du nord-est de Paris. Plus de cinquante métiers sont évoqués dans les domaines de l'agriculture, la forêt, le bâtiment, l'artisanat et les métiers de femmes.

Renseignements : www.ville-montfermeil.fr/-Le-Musee-du-Travail-.html
Tél. : 01 45 09 28 56.

Le Musée de l'air et de l'espace

Visiter cabines et cockpits du *Concorde* ou du *Bœing 747*, c'est possible au Musée de l'air et de l'espace, qui propose aussi un planétarium. Des halls d'exposition racontent toute l'histoire de la conquête du ciel par l'homme. Outre la mémoire de l'aéroport, le musée conserve des documents, des objets d'art et des matériels aéronautiques et spatiaux, de toutes nationalités, en raison de leur valeur historique, scientifique ou technique. Installé sur le site de l'ancienne aérogare, Le Bourget est le plus ancien et le plus riche musée aéronautique du monde.

Renseignements : www.mae.org

Où séjourner AVEC LA CCAS ?

région

Facile d'accès, la Seine-Saint-Denis peut se visiter à pied, avec les transports en commun, voire en bateau sur la Marne et la Seine. Plusieurs sites proches peuvent vous héberger.

La Ville-du-Bois

© CHRISTIAN VOULGAROPOULOUS / CCAS

Paris Opéra

DR

Paris Richerand

© CHRISTIAN VOULGAROPOULOUS / CCAS

Résidence internationale de Paris

© BERTRAND DE CAMARET / CCAS

Paris Opéra

Le centre accueille des agents et leur famille souhaitant découvrir la région. Le centre dispose de 37 chambres de 2, 3 et 4 lits (possibilité de lit bébé) équipées de sanitaires individuels.
Les affectations se font depuis la centrale de réservation au 0810 228 225 (numéro azur) un mois avant la date de début du séjour.

Paris Richerand

Entièrement rénové, le centre dispose de 23 chambres de 1, 2, 3 et 4 lits (possibilité de lit bébé) équipées de sanitaires individuels. Les affectations se font depuis la centrale de réservation au 0810 228 225 (numéro azur) un mois avant la date de début du séjour.

Résidence internationale de Paris

Toute proche de la Seine-Saint-Denis, dans le XX^{e} arrondissement de Paris, la résidence internationale dispose de chambres de 2, 3 et 4 lits équipées de douche et sanitaires. Sur place : salle de restauration, salle d'activités et salle de réunion. Les affectations se font depuis la centrale de réservation au 0810 228 225 (numéro azur).
Renseignements : www.ee-rip.com et info@ee-rip.com

Villeneuve-Saint-Denis

Le centre est implanté dans un cadre de verdure, en pleine nature. Les gîtes individuels, avec terrasse sur 2 niveaux, ont une superficie de 70 m^2. Les emplacements des campeurs libres sont réservés uniquement aux caravanes et camping-cars.

La Ville-du-Bois

Situé en Essonne, le centre est un havre de calme et de verdure. Il est implanté dans un vaste parc fleuri entouré de bois, à proximité d'un centre commercial. La Maison familiale est sur 2 niveaux et se compose de 50 chambres avec 2 ou 3 lits simples. Uniquement sur appel téléphonique par la centrale de réservation : 0810 228 225 (n° azur).

Pour toute information :
voir les catalogues *Adultes et familles printemps-été* et *automne-hiver* et le site www.ccas.fr

Villeneuve-Saint-Denis

© JOSEPH MARANDO / CCAS

THIERRY FONDU, CHEF PÉDAGOGUE

Thierry Fondu est depuis 5 ans le chef du plus grand restaurant CCAS. Le site est intégré à l'Espace Ampère et assure environ 2 200 repas par jour. « *Nous servons dans 3 points : le restaurant Méridien qui fournit jusqu'à 1 800 repas par jour ; un autre de restauration rapide, qui en sert entre 300 et 400 par jour ; ensuite une brasserie, genre "club direction" avec 70 couverts par jour en moyenne* », précise le chef, dont l'équipe comporte 47 postes au TH et une vingtaine de salariés de CAT. Titulaire d'un CAP de pâtisserie, Thierry, 50 ans cette année, passe actuellement un BTS restauration arts de la table, par le biais de la VAE (Validation des acquis de l'expérience).
« *Fils d'agent, j'ai connu les colos et les centres de vacances CCAS, puis j'ai fait l'ouverture de la Maison familiale de Trébeurden avant d'aller à la maison de retraite médicalisée d'Andilly, où je suis resté 15 ans* », ajoute Thierry Fondu, qui multiplie désormais les recettes à base de produits du commerce équitable. Outre la production, Thierry est tuteur-formateur et donne des cours dans un lycée hôtelier. Marié et père de deux enfants, il explique sa passion pour « *le judo, la photo, la pêche, la moto, mais surtout pour... la cuisine* ».

LE MÉMORIAL DE DRANCY

Le camp de Drancy fut un camp de transit. La majorité des victimes du nazisme et du régime de Pétain est passée par Drancy, dernière étape avant la mort. Dans un environnement au sein duquel le racisme et l'antisémitisme sont toujours présents, alors que certains continuent de nier l'existence des camps de la mort et que l'idéologie nazie et néonazie est loin d'avoir disparu, le Conservatoire historique du camp de Drancy s'est donné comme objectifs généraux d'entretenir et de préserver la mémoire du camp de Drancy et des faits et actions qui s'y déroulèrent et de perpétuer le souvenir de ceux - hommes, femmes et enfants - qui y furent internés et dont la plupart furent déportés à Auschwitz.
Renseignements : www.camp-de-drancy.asso.fr

LA FICHE recette

CRUMBLE DE CANARD CONFIT AU PAIN D'ÉPICES, JUS CORSÉ AUX GIROLLES

ILLUSTRATION JEAN-LUC BOIRÉ

Éplucher et désosser les cuisses de canard, réaliser une chapelure de pain d'épices en faisant sécher les tranches dans un four à 100 °C pendant 30 minutes ; les mixer. Réserver.
Laver et éplucher les pommes de terre et le céleri, faire cuire 20 minutes dans une casserole d'eau avec un peu de gros sel.
Mettre un peu de graisse de canard dans une poêle, y faire revenir les échalotes ciselées, puis ajouter le canard épluché, l'ail et le thym.
Chauffer à feu doux quelques minutes.
Passer au moulin à purée les pommes de terre et le céleri, ajouter la crème fraîche, le sel et le poivre.
Réserver au chaud.
Réaliser le jus corsé en faisant réduire à feu vif le fond de veau de moitié et ajouter les girolles sautées dans un peu de graisse de canard.
Dans un cercle de 12 centimètres, déposer un quart du canard puis ajouter la purée et parsemer de chapelure de pain d'épices ; retirer le cercle et mettre un cordon de jus aux girolles autour du crumble.

INGRÉDIENTS POUR QUATRE PERSONNES

4 cuisses de canard confites ;
600 g de pommes de terre ;
300 g de céleri-rave ; 2 échalotes ;
1 gousse d'ail ; 4 tranches de pain d'épices ; 20 cl de crème fraîche liquide ; 25 cl de fond de veau lié.

portrait

Hugues Chavaroche,

LA VIE SIMPLEMENT !

Européen, engagé dans la société et passionné de musique, Hugues Chavaroche préside la Commission jeunes agents de la CMCAS Thionville (Moselle).

Né d'un père sidérurgiste à Arcelor et d'une mère agent des impôts, Hugues vit une enfance heureuse à Sanry-lès-Vigy, charmant petit village de Moselle. En 2001, il est embauché à EDF comme agent de terrain au service conduite du Centre nucléaire de production d'électricité de Cattenom (Moselle). À cette date, il ne connaissait rien au nucléaire, mais *« quand je suis arrivé à la centrale,* explique-t-il, *j'ai tout de suite senti que j'appartenais à quelque chose. »* La France panse encore ses blessures après le passage de la tempête de 1999 et il régnait dans *« la boîte »* un sentiment de solidarité. Âgé de vingt-deux ans, Hugues Chavaroche découvre les trois-huit, l'encadrement et la souffrance au travail mais aussi l'entraide et les activités sociales. De fil en aiguille, il rejoint le syndicalisme et il s'attelle avec ses camarades à relever la Commission des jeunes agents de sa CMCAS.

Rêver à un monde plus juste, sans frontières, ni racisme

Dans la voiture qui le mène à Thionville, *« c'est du lourd ! »*, Hugues écoute *Dante*, le dernier album d'Abd Al Malik. La tête rasée, une barbe de trois jours et un large sourire, le président de l'Association culturelle de Metz Zikamine, aime le rap français *« pour la richesse de ses textes et l'énergie qu'il dégage. »* Comme beaucoup de jeunes altermondialistes, ce Lorrain rêve à un monde plus juste, sans frontières ni racisme… Enraciné dans l'histoire ouvrière de sa région, il s'engage dans sa transformation par la lutte et la solidarité. Pour l'ensemble des jeunes énergéticiens, l'année 2008 était marquée par le Festival de Soulac. De la préparation de cet événement, Hugues retient le foisonnement des discussions, la richesse des débats et cette formidable *« envie de faire ensemble »*. Soulac, il en avait beaucoup entendu parler, mais là, il veut s'impliquer pleinement. Vivant à quelques dizaines de kilomètres du Luxembourg, de l'Allemagne et de la Belgique, cet Européen convaincu propose au groupe de réflexion de Lorraine l'organisation de débats sur la question de la restructuration du marché de l'énergie en Europe. Dans le collectif, Daniel Gautier, son ami et trésorier de la Commission jeunes agents, se plonge dans l'analyse de la précarité dans le domaine énergétique au-delà des trois frontières. Une exposition est préparée, le déroulement des débats pensé. Le week-end des 14 et 15 juin du Festival d'énergies Soulac 2008, les syndicalistes britanniques, belges, hongrois et français débattent ensemble sur l'espace Est de la fête. Une réussite !

Au festival, l'impression d'appartenir à un même monde

Mais de l'événement, Hugues garde au fond du cœur le souvenir de sa rencontre avec l'écrivaine Franca Maï et le photographe Didier Delaine pour le projet « Jeunes solidaires, l'expo ! ». Plus de six mois plus tard, le Mosellan se souvient : *« Il s'est dégagé de cette rencontre photographique quelque chose de difficile à décrire. »* Générosité, richesse, humanité ? Devant l'objectif, Hugues joue le jeu. Modeste et pas habitué à être mis en avant, il a trouvé *« bizarre »* d'être exposé sur l'espace institutionnel SLV du festival. Mais au milieu de Fabrice, Loïc, Hélène, Céline, Stéphane et Zohra, jeunes énergéticiens, précaires et sous-traitants des IEG comme lui, *« j'ai vraiment eu l'impression d'appartenir à un même monde »*, dit-il. De cette belle expérience, demeure la force de faire changer les choses. Réélu en janvier dernier à la tête de la Commission jeunes agents de la CMCAS Thionville, Hugues sait que la tâche reste entière pour *« aller au-delà de Soulac »*. Sorties karting, week-end à la neige, Festival des Eurockéennes de Belfort ou séjour à Prague, les idées ne manquent pas pour *« tisser du lien intergénérationnel entre tous les agents. »* *Hasta la vista* !

Texte : Stéphane Gravier
Photo : Didier Delaine / CCAS

1979 Naissance à Metz (Moselle)
2001 Entre à EDF
2004 Création de l'association Zikamine
2007 Élu président de la Commission jeunes agents.
2008 Correspondant SLV à Cattenom et 1re participation au Festival de Soulac
18, 19 et 20 septembre 2009 Festival Zikametz (Programme et renseignements sur www.zikamine.com

Réseau solidaire :

MODE D'EMPLOI

La CMCAS Aude-Pyrénées-Orientales a organisé une formation de 3 jours (du 20 au 22 janvier) dispensée par l'Iforep[1], au centre de vacances CCAS d'Estagel, pour 14 agents désireux d'intégrer le réseau solidaire qui se met en œuvre. Jeux de rôles pratiques pour les bénévoles.

« *Nous sommes chargés par la CMCAS de vous informer sur les prestations et les offres des activités sociales et d'évaluer en quoi les organismes sociaux peuvent vous aider* », expliquent deux bénévoles du réseau solidaire qui rencontrent, pour la première fois, une agent en inactivité de service et son mari. Cet échange est en réalité un jeu de rôles visant à mettre en situation concrète les 14 agents de la CMCAS Aude-Pyrénées-Orientales, en formation pour le réseau solidaire. La discussion s'engage autour des attentes du bénéficiaire en matière d'activités sociales. Mais la conversation est perturbée par un époux très interventionniste, ce qui a pour effet de déstabiliser les bénévoles qui ne parviennent pas à mener à bien l'entretien, étouffant de la sorte les prémices d'une relation qu'ils tentent d'établir. Ce stage à l'initiative de la CMCAS ambitionne de construire du lien social, d'apporter de la relation humaine, d'apprendre à entrer en communication avec l'autre, souvent isolé ou parfois rétif. Tour à tour, les stagiaires entrent dans la peau des personnages, jouent des situations auxquelles ils seront peut-être confrontés. Or, ce lien solidaire se tisse au fil du temps, dans la disponibilité et l'écoute de l'autre. « *Vous devez analyser la situation familiale, prendre en compte l'ensemble des composantes et faire face à différentes attitudes parfois délicates (agressivité, désintérêt, détresse...), puis les dépasser afin de débloquer les résistances* », détaille Monique Ducros, intervenante en formation, psychothérapeute. « *J'apporte aux stagiaires une technique de communication, des ingrédients pour faire monter la sauce du lien social* », indique-t-elle. La bonne volonté ne suffit pas. La psychothérapeute dispense aux stagiaires des conseils dans le but d'obtenir un maximum d'informations nécessaires à recenser les besoins des personnes visitées (s'imposer un certain recul, renvoyer sur la CMCAS...). Après le théâtre s'ensuit l'analyse commune du contexte, des comportements et d'éventuels pièges à éviter, comme faire la différence entre la perception des choses et la réalité. « *Un réseau solidaire fonctionne bien si chaque entité connaît les limites de son action* », précise Monique. « *Je suis ravie de m'impliquer dans ce réseau solidaire. J'ai très envie de vivre cette expérience riche, socialement et politiquement. S'il y a un espace dans lequel la solidarité peut s'exprimer, le lien social être tissé, c'est bien dans les activités sociales d'EDF parce qu'il existe encore une culture d'entreprise chez les retraités* », juge Arlette, veuve d'agent, retraitée de l'Éducation nationale. « *Ce réseau, c'est le par et le pour de la solidarité. Si nous donnons la priorité aux plus anciens, les jeunes agents ne sont pas pour autant exclus. Nous misons sur l'intergénération* », souligne Patrice Martinot, animateur du groupe de pilotage de la CMCAS.

Ce stage ambitionne de construire du lien social, d'apporter de la relation humaine, d'apprendre à entrer en communication avec l'autre, souvent isolé ou parfois rétif.

Texte : Marie-Line Vitu
Photos : Olivier Clément / CCAS

Si vous êtes intéressés par le réseau solidaire de la CMCAS Aude-Pyrénées-Orientales : renseignements auprès de Patrice Martinot au 06 84 14 62 31.

1 Institut de formation, de recherche et de promotion.

DES VACANCES
DE QUALITÉ POUR TOUS

Le catalogue des envies s'élargit encore cette année. Nouvelles destinations, nouveaux séjours à thème, mais aussi nouvelles mesures tarifaires. Le tout dans le souci permanent d'offrir aux bénéficiaires des vacances de qualité, à la fois en matière de contenu et de confort. Objectif de la CCAS : permettre à chacun de partir, quels que soient ses moyens, son âge, sa situation familiale ou sa condition physique.

Tai-chi et bio-nutrition au pied des Pyrénées ? Initiation au golf dans le Cantal ? Ornithologie sur la côte d'Opale ? Découverte de l'aquarelle aux portes de Paris ? Comme chaque année, le catalogue Passion se renouvelle. En 2009, ce ne sont pas moins de 65 nouveaux séjours à thème qui vous sont proposés. À l'étranger et en outre-mer, l'offre s'élargit aussi.

Séjours à Marrakech, croisières sur le Nil, circuits découvertes… À vous la route des Andes (Équateur), le tourisme équitable au Toubkal (Maroc). À moins que vous ne préfériez vous offrir une incursion au cœur des fjords (Norvège) ou un petit tour de la Sicile !

Alors que, baisse du pouvoir d'achat oblige, de moins en moins de Français ont les moyens de partir, même en été, les activités sociales continuent de proposer aux bénéficiaires des séjours à des conditions tarifaires défiant toute concurrence (voir pages 26 et 27). En France, en fonction de votre coefficient social, vous payez entre 10 et 50 % du prix de référence. À l'étranger, cette fourchette est comprise entre 17 et 85 %. Symbole de ces vacances « à prix mini », les séjours en villages de structures légères ou villages de toile. L'année dernière, ce mode de vacances a été choisi par 16 % d'entre vous. Loin derrière les gîtes (plus d'une demande sur deux) et les Maisons familiales. Pourtant, la formule est particulièrement attractive. Il suffit pour s'en persuader d'écouter le témoignage des inconditionnels de la toile. Comme Nathalie, cette mère de trois enfants, entrée à EDF en 1995, actuellement comptable à Lyon. Le Lavandou, Bormes, Trébeurden… les villages de toile n'ont plus de secret pour elle. Et pourtant, elle ne s'en lasse pas… *« Les prix sont imbattables ! La toile, c'est la vie en plein air, les enfants se font des copains très facilement, contrairement aux gîtes où les gens ont tendance à être plus cloisonnés. On rencontre du monde, j'aime ce côté partage. C'est vrai qu'on ne peut pas*

© ÉLISE REBIFFÉ / CCAS

VILLAGE DE TOILE : UNE SEMAINE À 4 POUR MOINS DE 50 EUROS !

Vous partez en couple avec 2 enfants, en période rouge ? Avec un coefficient social inférieur à 7 000, vous et votre conjoint payez entre 10 et 20 % du tarif de référence.
Pour votre aîné, âgé de moins de 10 ans, vous payez 40 % de votre propre participation. Et 20 % pour le cadet, âgé de moins de 6 ans. Au total, pour 7 jours, vous déboursez entre 26 et 52 euros.

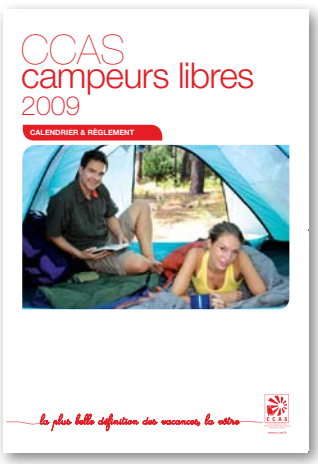
© ÉLISE REBIFFÉ / CCAS

faire de la grande cuisine, mais moi je prends la formule "plats cuisinés". Contrairement aux idées reçues, il y a un vrai confort. On ne dort pas à même le sol, il y a des lits, l'électricité, parfois un frigo. Et puis, on peut faire venir des amis, de la famille. Même pour eux, les prix sont tout à fait abordables ! »

Autre formule à petit prix qui fait des émules : le camping libre. À noter, cette année, qu'une douzaine de centres de vacances prolongent leurs dates d'ouverture jusqu'à l'automne. Vous sont également proposés de nouveaux emplacements de camping-cars. Sachez que vous avez désormais la possibilité de les réserver 48 heures à l'avance.

La CCAS poursuit ainsi sa politique de vacances, toujours guidée par la même volonté : ne laisser personne au bord de la route. Animée aussi par ces préoccupations : répondre aux désirs exprimés par les agents et leur famille et donner à tous la possibilité de s'offrir une tranche d'évasion, le temps d'un séjour. Ceci indépendamment de l'âge, de la situation familiale ou de la condition physique des bénéficiaires. Depuis l'été dernier, les inactifs peuvent partir avec leurs petits-enfants. D'ici la fin de l'année, de nouvelles offres et dispositions destinées aux seniors pourraient voir le jour (découvertes de régions, élargissement de l'offre hors périodes scolaires...).

En outre, un certain nombre de propositions sont en cours de validation pour permettre notamment un accompagnement des inactifs de leur lieu de départ jusqu'au centre de vacances. Les personnes en situation de handicap ne sont pas oubliées. L'an passé, près de 400 adultes ont été accueillis dans les centres pluriels. Quant aux jeunes agents, ils sont désormais prioritaires sur certaines destinations. Beaucoup appréciaient de pouvoir partir avec des amis non bénéficiaires en période verte.



CAMPEURS LIBRES

Vous êtes de plus en plus nombreux à opter pour le camping libre. Partir où on veut, quand on veut... sans contraintes.
La CCAS compte 2 500 emplacements répartis sur 70 sites.
Le calendrier et le réglement des campeurs libres sont réunis cette année dans une brochure unique.
Vous pouvez les obtenir ainsi que votre carte campeurs libres auprès de votre SLV ou CMCAS, ou encore les télécharger sur www.ccas.fr, rubrique « kiosque ».

© OLIVIER CLÉMENT / CCAS

SÉJOURS JEUNES : QUOI DE NEUF ?

Les vacances des petits (4-5 ans)
L'offre de proximité ou régionale, qui encourage les premiers départs, s'étend à présent sur l'ensemble du territoire.

Les séjours des 6-20 ans

- **Les séjours partagés**
Depuis 2008, les jeunes de 9 à 14 ans peuvent partir avec un(e) ami(e) (non ayant droit). Les séjours sont organisés en partenariat avec la Ligue de l'enseignement ou Léo Lagrange. Expérimentée sur 5 sites, l'offre s'étend sur tout le réseau national.
- **Les séjours linguistiques : Allemagne, Angleterre, Espagne...**
Les 15-17 ans peuvent bénéficier de ces séjours pour perfectionner une langue et découvrir une culture en participant à des activités. Selon Joël Pousset, administrateur et président de la Commission jeunes, « *cette année verra la capacité d'accueil de séjours augmenter* ». Le séjour privilégiera également « *l'accueil en famille, comme le demandent les jeunes, afin de mieux appréhender la langue* ».
- **Les séjours solidaires**
Après le succès l'été dernier sur le Burkina Faso et la très forte demande, la Commission propose 7 nouvelles destinations : elles sont ouvertes pour les 15-17 et les 18-20 ans. Objectif : découvrir et échanger avec la population accueillante et participer à des ateliers solidaires. Cette année, les jeunes vont découvrir, entre autres, l'Équateur, la Pologne, le Sénégal et le Mali.

Vacances et culture :

EN TOUTES SAISONS

© JULIEN MILLET / CCAS

Une étude du CNRS[1] de 2007 confirme le large accès des bénéficiaires à la cuture et aux spectacles vivants en particulier. Illustration aux Saisies, où le centre de vacances situé aux pieds des pistes offre ski, bandes dessinées et soirées spectacles.

Silence, on lit. Une voix « douce » interpelle. Celle d'Alexandra Mendez, l'animatrice culturelle : *« Je vous rappelle que vous pouvez emprunter les BD, si vous avez besoin d'aide… »* Quatre bandes

© JULIEN MILLET / CCAS

Alexandra Mendez, animatrice culturelle

dessinées sous les bras, Christophe referme la vitrine avec précaution. Surpris dans son geste, il veut faire croire que les ouvrages sont destinés à ses quatre enfants. Christophe apprécie *« ce plus »* du centre de vacances et s'étonne de l'importante quantité de bandes dessinées. Sa famille est d'abord venue skier, mais *« les animations culturelles représentent un des critères de sélection dans le choix du centre »*. Catherine, elle, est venue avec ses trois enfants. Les vacances, pour elle, c'est l'occasion de fréquenter les bibliothèques. *« Ici on en profite. L'année, nous n'avons pas forcément le temps… »* Elle est interrompue par un de ses garçons. Julien a du mal à choisir un livre : *« Je n'ai jamais vu autant de BD, car à la maison, nous n'en avons pas. »* Il faut dire que l'équipe du centre y travaille depuis une quinzaine d'années. Comptez plus de 1 482 albums. De quoi faire la fierté d'Hervé Dreux, administrateur de la CMCAS Chambéry. Il fait partie d'un trio de *« trois copains agents accros de la BD, et du personnel du centre de vacances »*, qui font vivre le Festival de la Bande dessinée[2]. Il souhaite *« faire découvrir aux lecteurs autre chose que* Titeuf *»*. Un budget conséquent a d'ailleurs été adopté pour développer le fonds. *« Le public de la CCAS est un public déjà sensibilisé »*, reconnaît Hervé. *« Ce sont entre 400 et 500 BD qui sont empruntées chaque semaine. C'est presque acquis,* poursuit Alexandra Mendez. *Certains bénéficiaires sont même investis, ils viennent nous conseiller des titres à acheter. »* La bibliothèque du centre fait partie aujourd'hui de l'offre du séjour. En plus des activités habituelles, les Saisies proposent, comme tous les centres de vacances, une programmation de spectacles, chansons, théâtre et arts plastiques. Cet hiver, plus de 300 spectacles seront donnés. Ce soir, on joue *Les gens qui sont près de chez moi*, une pièce remarquée par la critique. Pour Lionel, c'est le moyen de découvrir des compagnies, des personnalités : *« C'est comme cela que j'ai repéré un humoriste, j'ai ensuite essayé d'aller le voir à Paris. »* La famille de Laurence n'ira pas voir la pièce, trop fatiguée et parce qu'elle n'aime pas. Elle a préféré la soirée cabaret, *« plus adaptée aux jeunes enfants »*. Laurence, qui trouve *« la soirée trop sérieuse »*, salue tout de même la qualité de l'offre. *« On aime ou on n'aime pas, il y a quand même une proposition »*, constate Frédéric, père de trois enfants, pour qui cette programmation *« est le seul moyen d'accéder au théâtre. »*

15ème FESTIVAL DE BANDE DESSINEE CCAS DES SAISIES
7, 8, 9 ET 10 AVRIL 2009
CCAS LES SAISIES
ROUTE DE BISANNE
73620 LES SAISIES

1 Nous reviendrons plus longuement sur cette étude dans un de nos prochains numéros.

2 15e Festival de bande dessinée CCAS des Saisies, du 7 au 10 avril 2009, avec 15 grands auteurs présents, des animations, des dédicaces et des concerts…

Vacances alternatives : AUTREMENT !

Découvrir la nature par l'accueil paysan, rencontrer les populations par les voyages solidaires, les vacances alternatives connaissent un succès grâce d'abord à leur contenu. Zoom sur l'Accueil paysan. Témoignages d'accueillants et d'accueillis.

© ACCUEIL PAYSAN

Jeanne Morisset, accueillante, Hameau de Montifaud (Charente-Maritime)

Nous sommes des acteurs ruraux même si nous ne sommes pas des agriculteurs. Nous défendons le monde rural, les petites exploitations et une agriculture à taille humaine. Cette activité est un complément de nos revenus. L'Accueil paysan, pour nous, c'était ça ou rien ! Nous voulions partager l'éthique paysanne, adhérer à une idée : maintenir la petite paysannerie. Le tourisme auquel nous participons est un enjeu économique, environnemental et social important. Il faut savoir que ce n'est pas de la simple hôtellerie en milieu rural. J'ai reçu, il n'y a pas longtemps, une bénéficiaire qui est venue avec sa petite-fille, elle avait un coefficient social assez bas. Elle a découvert la nature, que l'on pouvait manger des carottes sorties de terre et de la volaille de la ferme. Le partage, c'est aussi de pouvoir rencontrer des gens qui travaillent dans une centrale nucléaire et discuter avec eux, nous qui sommes attachés à la biodiversité. Cet échange est intéressant et je n'oublie pas que je m'éclaire avec l'énergie nucléaire. Il y a aussi une prise de conscience des bénéficiaires.

Laure de Malibran, conseillère clientèle EDF, 2 enfants, Vannes (Morbihan)

Je suis partie deux fois cette année en vacances par le biais de l'Accueil paysan. C'étaient des week-ends. La première fois dans un gîte traditionnel, c'était carrément une maison de 70 m² ! Il y a vraiment une qualité de l'accueil. Les agriculteurs faisaient profiter les enfants des activités agricoles. Ce qui est appréciable dans ce type de vacances, c'est qu'il n'y a pas de contraintes, les vacances ne sont pas inscrites sur votre historique de bénéficiaires. Le gros avantage, c'est que c'est ouvert toute l'année, il n'y a pas de période, on peut réserver dix jours avant. On peut également amener ses proches ou sa famille et l'invité ne paie pas de supplément. Ce type de séjours vient en complément de nos vacances dans les centres, il correspond à nos besoins.

Éliane Genèves, accueillante et fondatrice d'Accueil paysan, Pommiers-la-Placette (Isère)

Nous avons une petite ferme de 8 hectares. Notre activité agricole, c'est-à-dire la production, des veaux sous la mère et les légumes, est valorisée soit pour les ventes directes, soit pour les accueillis. C'est une plus-value. Nos produits sont servis à table pour nos hôtes, d'ailleurs ils mangent avec nous. Être « Accueil paysan » nous permet de vivre là où nous sommes en cohérence avec nos valeurs. Nous recevons vos bénéficiaires qui veulent connaître l'environnement. Quand j'ai fondé Accueil paysan, j'ai réfléchi alors aux valeurs que ce milieu représentait. Accueil paysan a redonné confiance à certains paysans, nous sommes en capacité aujourd'hui de partager nos valeurs et notre culture avec les accueillis venant de la ville. Le paysan retrouve sa place par ce qu'il produit et de ce qu'il partage.

AUTRES MODES DE VACANCES SOLIDAIRES

Gîtes Panda : découverte du patrimoine et des traditions agricoles. Hébergements chez l'accueillant dans le parc naturel d'Auvergne, des Cévennes, des Pyrénées.

La Corse : séjour culturel et de découverte pendant les Rencontres théâtrales internationales d'Olmi Cappella.

À l'étranger : la CCAS a développé un réseau de partenaires privilégiant le tourisme social et équitable.

Des chiffres
700 paysans accueillants ;
50 gîtes Panda ;

En 2008, 962 réservations ont été effectuées dans le cadre des vacances alternatives, dont 596 en Accueil paysan et 253 à l'étranger.

« Rétablir plus de JUSTICE SOCIALE POUR PERMETTRE À TOUS DE PARTIR »

© DIDIER DELAINE / CCAS

Cécile David, administratrice de la CCAS et présidente de la Commission séjours adultes et familles, revient sur les récentes orientations de l'organisme visant à élargir l'accès aux vacances de qualité pour tous.

Quelles réponses la CCAS apporte-t-elle aux familles qui ne partent pas en vacances ?

La politique de vacances du conseil d'administration est fondée sur le principe du droit aux vacances de qualité pour tous. L'été dernier, 42 % des Français ne sont pas partis plus de 3 nuits de leur domicile. Même si l'on peut supposer que les familles de la branche des IEG, disposant d'un revenu généralement stable, sont moins durement touchées, il est évident que les conditions économiques, sociales, géographiques et culturelles propres à chacun créent des inégalités d'accès. Les critères d'élaboration de l'offre de vacances CCAS visent donc à rétablir plus de justice sociale pour permettre à tous de partir. Pour cela, nous agissons sur trois leviers : une tarification modulée selon les ressources ; une variété des choix, tant dans le contenu qu'en terme de budget que chacun peut ou veut y consacrer ; et enfin un tour de rôles dans les moments où se concentrent les demandes, que l'on ne peut toutes satisfaire simultanément.

En quoi la tarification de la CCAS est-elle avantageuse ?

Nos bases tarifaires sont établies sur le principe du tourisme social. Celui-ci est reconnu pour pratiquer des tarifs inférieurs de 30 %, en moyenne, à ceux du tourisme marchand... qui n'a pas les mêmes finalités philanthropiques. Tout récemment, nous avons mis en œuvre des offres promotionnelles de dernière heure pour faire converger efficacité sociale et efficacité économique, cette dernière profitant finalement à tous. Le montant acquitté par chaque foyer est proportionnel à son « coefficient social », qui tient compte des revenus et de la composition de la famille. En 2008, nous avons réindexé tous les tarifs avec une contribution minimum de 10 % du tarif de référence CCAS et maximum de 50 % pour les séjours en France. S'y ajoute une minoration pour les enfants, en fonction de leur âge. Solidaires avec les plus bas revenus tout en restant attractif pour les plus hauts, tel est notre objectif.

Les modes d'affectation ont évolué. Selon quels principes ?

Comme je le disais, nous essayons de diversifier du mieux possible la palette de séjours CCAS. Les aspirations sont très diverses. Camping à la ferme, voyages culturels, passions sportives ou actions solidaires sont parmi les derniers nés, mais la plus forte demande est tournée vers la formule « destination » avec 67 000 séjours réalisés à l'été 2008. Pour ce type de vacances, la plus importante évolution est la possibilité de réserver un hébergement de la capacité de son choix dans les périodes creuses - dites « vertes » - indépendamment de sa composition familiale. Cette mesure a particulièrement dopé les départs du printemps et de l'été. Nous avons même reçu de chaleureux remerciements d'agents partis avec leurs petits-enfants, des parents ou des amis. Une autre nouveauté est le « joker » jeunes embauchés (voir ci-contre) ou encore l'affectation automatique après 2 années de non-affectation, avec 6 choix exprimés au tour initial. Un an après leur introduction, il est trop tôt pour tirer tous les enseignements de ces nouvelles dispositions, d'autant qu'il faut encore les expliquer pour qu'elles soient mieux connues de tous. Pour autant, les premiers résultats sont déjà très encourageants.

© DOMINIQUE LORIEUX / CCAS

Les bonus solidaires :

UN COUP DE POUCE POUR S'ÉVADER

Mises en place en 2008, de nouvelles dispositions solidaires avantagent les revenus les plus modestes. Plusieurs mesures sont proposées.

© ÉRIC RAZ / CCAS

• **Réduction** pour les jeunes à partir de 10 ans, 50 % du tarif adulte.

• **Les personnes seules** avec ou sans enfants (célibataires, familles monoparentales, agents veuves ou veufs) bénéficient d'une minoration de 25 % du coefficient social. En 2008, 5 267 ouvrants droit ont bénéficié de cette réduction.

© PATRICE LECLERC

• **Le joker :** il permet à des jeunes agents de partir en vacances dès leur embauche dans l'entreprise. Utilisable une seule fois, il crée une priorité d'affectation pendant les trois premières années.

• **Aide au transport pour les séjours en Corse.** Forfait de 130 € pour la traversée en bateau accordée aux familles dont le coefficient social est inférieur ou égal à 7 500. Marc Broutta, agent, 46 ans, 3 enfants, (Isère) en a bénéficié l'été dernier. Il témoigne : *« C'était la première fois que nous partions en vacances avec la CCAS et nous voulions aller en Corse. Je ne savais pas que nous avions droit à cette prime, c'est une collègue qui m'a renseigné. J'apprécie, c'est une belle aide pour financer le transport. J'ai appelé l'Union régionale corse, on m'a expliqué comment faire. C'est un joli coup de pouce quand on sait le coût de la traversée ! »*

• **Forfait gratuit pour les remontés mécaniques.** La mesure concerne les foyers les plus modestes dont le coefficient social est inférieur ou égal à 7 500. Une aide bienvenue pour découvrir les sports d'hiver en famille.

© XAVIER ZIMBARDO / CCAS

L'ESSENTIEL DES NOUVEAUTÉS

© JULIEN MILLET / CCAS

Un nouveau système d'affectation et de tarification pour faire partir le plus grand nombre.

Tarification
Le bénéficiaire paie son séjour en fonction de son coefficient social, le calcul est inchangé.

Affectation
Période rouge : période de fortes demandes. L'affectation sur 1 des 6 centres demandés est garantie après 2 années successives sans affectation pour la même saison (hiver ou été). La prise en compte de l'âge scolaire concerne désormais les enfants de 3 à 18 ans.
Période verte : les réservations s'effectuent en dehors des périodes scolaires et sont possibles pour des séjours de courte durée (semaines, nuitées).

Changement de réservation pour les séjours Adultes à j-30. Afin d'éviter de perdre des places en période rouge, des séjours basculent en période verte.
Les inscriptions se font alors en ligne sur le site : www.ccas.fr.

Des centres PLUS CONFORTABLES ET PLUS ÉCOLO !

Le patrimoine de la CCAS est en évolution permanente. Parmi les objectifs actuels : la mise en place d'un « plan piscine », la recherche d'un confort optimal et l'emploi de matériaux de rénovation respectueux de l'environnement.

© CHRISTIAN LE-CORRE / CCAS

Centre de Chinon (Indre-et-Loire)

« *Le conseil d'administration a souhaité que nos centres de vacances disposent d'un confort semblable à ce qui se fait sur le marché.* » Alain Morel, président de la Commission patrimoine de la CCAS, résume ainsi l'impulsion donnée ces dernières années par l'organisme pour améliorer le confort et l'attractivité de ses centres de vacances. Au cœur de cette démarche, le « plan piscine », lancé en 2007. Dix nouvelles piscines seront construites d'ici 2011 (voir ci-dessous). Des travaux d'amélioration des piscines existantes sont également en cours sur plusieurs sites. Comme à Chinon, où seront inaugurés dès cet été de nouveaux équipements « aqualudiques » : « plages » élargies, bassin modernisé et accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Ces dernières années, un autre chantier d'envergure a été ouvert : le remplacement des toiles de certains villages par des habitations légères de loisirs (« chalets » en bois) ; une évolution qui répond à un double objectif. Premièrement, assurer aux vacanciers davantage de confort (sanitaires et cuisines). Deuxièmement, élargir la période d'accueil des centres, dont certains peuvent désormais ouvrir dès le mois d'avril et fermer en octobre. Dans le nord du pays ou sur la côte atlantique, mieux vaut être à l'abri de la fraîcheur en dehors de la période estivale… Après les Mathes (2006), Chinon (2007) ou Boersch (2008), c'est Trégunc qui fera peau neuve, dès juin prochain. Par ailleurs, en matière d'amélioration de l'habitat, un groupe de travail mis en place à la CCAS est chargé de faire des propositions afin d'apporter des réponses concrètes aux souhaits exprimés par les bénéficiaires. Dans certains centres de vacances équipés uniquement de lits d'une personne, le groupe de travail prévoit de mettre des lits doubles à disposition des couples.

Enfin, les préoccupations d'ordre écologique sont devenues une constante dans les travaux de construction et de rénovation entrepris par l'organisme. Ceux-ci sont systématiquement réalisés dans le respect de la démarche HQE (Haute qualité environnementale) : choix des matériaux ; éclairage, chauffage et isolation permettant des économies d'énergie ; gestion de l'eau et des déchets… Qu'on se le dise, confort et développement durable sont loin d'être incompatibles !

DIX NOUVELLES PISCINES D'ICI 2011

Région	Centre	Prévision d'ouverture
Auvergne	Super-Besse	Novembre 2010
Bretagne	Fouesnant	Été 2010
Corse	Marinca	Été 2010
Est	Kaysersberg	Été 2011
Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées	Cap d'Agde	Été 2010
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Menton	Été 2010
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Savines-le-Lac	Été 2011
Paris-Nord	Merlimont	Été 2010
Rhône-Alpes	Morillon	Novembre 2010
Sud-Ouest	Arès	Été 2010

Paroles de saisonniers

Miroir à visage humain entre la CCAS et les bénéficiaires, les 3 300 employés saisonniers des centres de vacances représentent un atout majeur, mais aussi un défi : celui de ne pas faire rimer saisonnalité avec précarité.

Un bénéficiaire reçu par l'agent au centre de Villiers-sur-Mer

© DIDIER LE SCOUR / CCAS

Acteur majeur de l'économie sociale et solidaire, la CCAS s'engage depuis des années en faveur des droits des saisonniers. Des manches, elle en a gagné, comme en 2005 avec l'instauration d'un véritable statut de saisonnier qui leur accorde de nouveaux droits dans de nombreux domaines : durée du travail, restauration, prime gaz et électricité, prime d'ancienneté, logement, accès aux activités sociales... Au-delà de la CCAS, des négociations sont en cours, notamment sur le niveau des allocations chômage, la facilité de location d'appartements et une meilleure couverture sociale... (plus de renseignements sur www.petitionsaisonniers.org)

Sylvie Bérodias, agent d'accueil en Auvergne

« Ici, l'écoute prédomine sur le marchandage. »

« J'ai toujours cherché, en parallèle de mon activité, un CDI car, même si la CCAS me "fidélise" en me reprenant tous les ans, je suis saisonnière par défaut. Pourtant, j'aime mon métier, la CCAS et les valeurs que nous portons. Ici, l'écoute prédomine sur le marchandage. Je pense que c'est ce qui a permis à la CCAS de prendre conscience de l'importance de ses saisonniers, et de leur donner un statut et des outils de communication, comme le journal *Expressions* et les réunions d'expression et de concertation des saisonniers (Gecs) qui nous permettent d'échanger avec le secteur opérationnel et avec la direction générale. Notre place en bout de chaîne nous permet de mettre en œuvre les décisions des élus car nous sommes en prise directe avec la réalité du terrain. Nous faisons remonter lors de ces réunions ce qui fonctionne ou pas, et des rencontres entre bénéficiaires et saisonniers sont organisées dans les centres de vacances depuis deux ans. Nous nous considérons donc comme faisant partie de l'entreprise au même titre que les autres salariés des activités sociales. En nous accordant un statut, la CCAS a reconnu cette importance et nous allons maintenant nous battre pour qu'une convention régisse le travail des saisonniers partout en France, et pas uniquement à la CCAS. »

Jan-Lou Jacopin, chef cuisinier en Bretagne

« Le service n'est pas à l'assiette, on travaille pour la collectivité. »

« Je suis un saisonnier à double casquette. Chef cuistot en juillet et en août, je suis également agent d'entretien (montage et démontage des centres) avant et après l'arrivée des vacanciers, ce qui est une chance car je gagne ainsi cinq mois de travail. Mais je pourrais travailler plus encore si la CCAS réussissait à mieux nous répartir. Par exemple, des cuisiniers manquent dans certaines régions en hiver, alors que d'autres sont au chômage ailleurs. C'est pour permettre une meilleure coordination que la CCAS développe un site Internet, où chaque direction régionale mettra ses offres d'emplois en ligne. Ce que j'aime dans mon activité, c'est le fait d'être libre de gérer mes menus comme je l'entends. Ici le service n'est pas à l'assiette, c'est un service pour la collectivité. J'y retrouve des valeurs de partage et je peux renouer avec mes valeurs syndicalistes. Des valeurs qui manquent, par exemple, à un ami qui est chef cuistot dans une autre grande entreprise. Il est bien payé, mais le fossé se creuse pour celui qui le seconde. Alors qu'à la CCAS, les salaires sont mieux redistribués. »

Dossier réalisé par Samy Archimède, Éléonore Gratiet-Taicher et Laïla Saïdi.

© BERTRAND DE CAMARET / CCAS

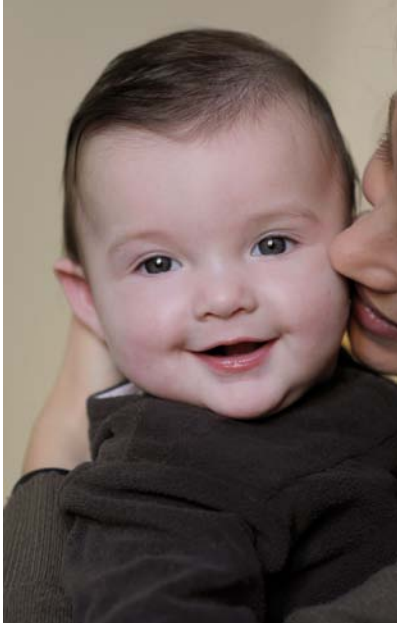
UN FILM, UN LIVRE ET UNE EXPO

Réalisé par la CCAS, le film *Paroles de saisonniers* traite en profondeur de la question des travailleurs précaires. Une exposition leur est aussi consacrée, ainsi qu'un livre intitulé *Avec les saisonniers - Une expérience de transformation du travail dans le tourisme social* (aux Éditions La Dispute, 2007) écrit par le sociologue Richard Dethyre.

Indispensable

LIVRET DES ACTIONS SOCIALES

Édité pour la deuxième année et réactualisé, le livret 2009 *L'action sociale : vos droits* accompagne ce *CCAS INFOS*. Un répertoire indispensable pour connaître l'ensemble des prestations et des aides sociales proposées par les CMCAS.



© JULIEN MILLET / CCAS

« *Ce livret a pour objectif d'informer les bénéficiaires de leurs droits concernant les aides sociales développées par les organismes sociaux* », indique Emmanuel Seignez, membre de la session du Comité de coordination des CMCAS. De la petite enfance à l'âge avancé, en passant par la famille et sans oublier les personnes handicapées, le livret d'informations couvre le large éventail des salariés et pensionnés des IEG et les membres de leur famille à charge.

Cette année, le dispositif d'entraide solidaire s'est enrichi de deux nouvelles prestations : le Chèque emploi service universel (Cesu) petite enfance[1] et l'Aide au congé de solidarité familiale (indemnité versée par votre CMCAS, représentant 50 % de votre salaire lors d'un congé sans solde pour accompagner un proche gravement malade). « *L'esprit de ce livret ambitionne de rendre les mêmes informations accessibles à tous afin de contribuer à l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire* », poursuit l'élu. C'est la raison pour laquelle le Comité de coordination en a centralisé la gestion et décidé de mieux redéployer la communication : directement auprès des bénéficiaires qui reçoivent le livret à domicile avec *CCAS INFOS*, mais également par des instructions données aux professionnels des CMCAS, ainsi mieux armés pour répondre aux interrogations de leurs collègues.

Par ailleurs, il s'avère être un outil de référence très utile pour les bénéficiaires acteurs des réseaux solidaires. « *Après la parution en 2008 du premier livret, les CMCAS ont constaté une augmentation des demandes de renseignements* », souligne Emmanuel Seignez. Parallèlement, le Comité de coordination a mis en place un logiciel informatique (Alise) afin de faciliter la gestion au jour le jour de l'ensemble des prestations sanitaires et sociales. Cet outil permettra aux membres du Comité de suivre plus précisément leur évolution, d'ajuster au mieux les budgets et ainsi d'élargir l'offre, en adéquation avec les besoins sociaux des agents « *D'ailleurs, ce sont les CMCAS, les SLVie qui, après avoir identifié de nouveaux besoins, interpellent le Comité,* souligne Emmanuel Seignez. *Le processus démocratique est lancé : chaque année, le Comité soumet les propositions de prestations et d'aides sociales aux conseils d'administration des CMCAS, ainsi que le budget correspondant. Le débat est ensuite porté au niveau de l'assemblée générale nationale des CMCAS qui exprime un avis. À partir de l'expression de ces dernières, le Comité de coordination décide de la poursuite des prestations en cours, de la création et la généralisation de nouvelles aides* », rappelle l'élu. Avec près de 10 % de la dotation du 1 % consacrés chaque année aux prestations, l'action sociale reste une priorité pour les organismes sociaux. C'est d'ailleurs le premier poste budgétaire soumis à l'avis de l'assemblée générale des CMCAS et voté par le Comité avant la répartition du 1 % sur les autres domaines des activités sociales. Cependant, la dimension revendicative subsiste face aux choix politiques et économiques qui restreignent l'intervention de la Sécurité sociale dans les domaines santé, retraite et famille. Néanmoins, parce que les besoins sont toujours croissants dans une société qui exclut les plus faibles, parce que l'action sociale est la première mission des CMCAS, l'entraide et la solidarité des organismes sociaux sont en actes et en mouvement !

Texte : Marie-Line Vitu

© OLIVIER CLÉMENT / CCAS

1 Voir *CCAS INFOS* n° 297 de janvier 2009 et n° 298 de février 2009

SOLIDARITÉ : l'énergie des activités sociales

© DIDIER DELAINE / CCAS

Première valeur revendiquée par les bénéficiaires, la solidarité se décline sous plusieurs formes : aides aux bénéficiaires, soutien à la lutte contre l'exclusion, partenariats avec des associations, engagement local, national et international. Entretien avec Valérie Védrine, administratrice en charge de la solidarité.

La solidarité constitue un axe prioritaire pour la CCAS, comment se traduit aujourd'hui cette politique ?

La solidarité est une valeur transverse à l'ensemble des activités, elle reste d'ailleurs l'idée la plus souvent plébiscitée par les énergéticiens. Elle prend différentes formes. Mais elle est d'abord reconnaissable par l'engagement, le sens du collectif, l'action pour permettre à tous l'accès à tout. À commencer par la politique d'accès aux vacances pour tous. Ce que nous défendons, c'est une justice sociale, le respect, l'émancipation et une autre forme de développement. La solidarité de la CCAS commence par une attention particulière aux plus fragiles d'entre nous et aux situations d'urgence qui peuvent toucher nos collègues actifs ou inactifs. Je pense par exemple aux personnes handicapées à travers les centres pluriels, ou encore aux séjours spécifiques pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, le soutien aux aidants qui permet aux proches des malades ou en situation de handicap de partir en vacances et de rompre avec l'isolement.

La solidarité concrète, c'est encore le travail réalisé face aux situations de surendettement et de précarité.

De quelle manière la CCAS poursuit-elle son soutien aux associations de solidarité ?

La tradition de la CCAS est de toujours s'engager auprès de ceux qui luttent contre l'exclusion.

Nous développons nos partenariats afin de mettre à disposition des associations des places pour des familles qui n'ont pas les moyens de partir en vacances. L'été dernier, 453 familles défavorisées ont pu ainsi bénéficier des centres de vacances. En partenariat avec le Secours populaire français, la CCAS offre tous les étés 150 places à des jeunes et des places payantes sont prises en charge par les CMCAS. 280 enfants ont pu profiter de ce dispositif en 2008. Notre démarche soutient également le commerce équitable et l'Accueil paysan par des accords avec la Fédération française de l'agriculture biologique. Ainsi, nous participons au maintien de la population dans le monde rural. Quatre régions sont aujourd'hui pilotes dans ce domaine, avec l'achat de repas bio pour les centres de vacances. En s'engageant dans des partenariats avec le Téléthon, le Vivathlon, la Course du cœur, la Journée internationale contre le sida… pour aider leurs collègues ou des populations dans le besoin à travers le monde, les énergéticiens sont les premiers acteurs de la solidarité.

© DIDIER DELAINE / CCAS

Valérie Védrine

« TOUS DIFFÉRENTS, tous agents »

© CHRISTINE LEMOINE

Refus de l'exclusion, combat pour l'égalité des droits, autant de thèmes pour lesquels Énergay se bat. La CCAS est solidaire de l'association militante pour la défense des homosexuels, des bi et transsexuels.

Damien Sion ne souhaite pas afficher sa fonction dans l'entreprise. *« Nous sommes tous agents »*, insiste-t-il comme pour mieux se fondre dans la masse. Pourtant, le président d'Énergay lutte pour le droit à la différence, celle des homosexuels, lesbiennes, bi et transsexuels. Il mène un combat afin qu'un jour les couples du même sexe puissent bénéficier des mêmes droits que les couples mariés au sein des IEG. *« Les couples pacsés n'ont, par exemple, pas le même nombre de jours de congé que les couples mariés suite au décès d'un parent du conjoint. Lors de nos actions pour aboutir à une égalité des droits, GDF n'a jamais répondu à nos courriers. EDF a répondu, mais se cache derrière la loi qui, selon elle, n'oblige pas les entreprises à une telle prise en compte du Pacs »*, énumère Damien Sion. Et de comparer avec la CCAS qui, selon lui, a fait un très gros travail. *« Elle a même un temps d'avance,* assure Damien Sion. *Aujourd'hui les couples mariés et les couples pacsés, pour aller plus loin les couples du même sexe, ont les mêmes droits dans les activités sociales. »* Mêmes droits aux vacances, mêmes droits aux services et prestations… *« Cette reconnaissance a généré un changement dans les comportements de chacun »*, affirme le président d'Énergay. Concrètement, la CCAS communique sur le sujet à travers ses supports d'information (forum sur ccas.fr, *CCAS INFOS*), mais elle apporte également un soutien logistique à l'occasion des événements comme le Festival de Soulac, la Marche des fiertés… Ce travail sur la visibilité et l'acceptation aurait modifié les habitudes de certains homosexuels, à en croire Damien Sion. Les couples du même sexe investiraient un peu plus les centres de vacances, en tout cas ils n'hésiteraient plus à bénéficier des activités sociales.

Renseignements : www.energay.org

Handicap mental : SPORT POUR TOUS

© FFSA

La CCAS est solidaire face au handicap. Elle vient de s'engager auprès de la Fédération française du sport adapté aux personnes atteintes de déficience mentale, d'abord avec la Ligue d'Auvergne, région pilote.

En ce 16 janvier, Jacques Rousselle serre les mains, fait visiter les locaux parisiens fraîchement rénovés et parle beaucoup… du travail de la Fédération sportive au service de la personne handicapée mentale. Aujourd'hui, les portes sont ouvertes aux partenaires. Une question de visibilité. Depuis plusieurs années, Jacques Rousselle, médecin de formation, est l'ambassadeur du sport pratiqué par les personnes atteintes de déficience mentale. Et il voudrait bien faire sortir de *« la discrétion »* les pratiques sportives adaptées. Malgré les 760 clubs, 40 000 licenciés et des athlètes médaillés, les sportifs en situation de handicap mental ne sont toujours pas représentés aux jeux Paralympiques. Difficile encore de faire poser sur la même photo une personne handicapée physique aux côtés d'une autre handicapée mentale. Alors, le docteur Jacques Rousselle, président de la Ligue d'Auvergne, apprécie la démarche de la CCAS. *« C'est signe qu'il se passe quelque chose dans le milieu social »*, s'enthousiasme-t-il. La Maison familiale de Super-Besse a en effet accueilli, du 23 au 25 janvier, à des tarifs abordables, 19 sportifs et leurs encadrants pour découvrir les disciplines de glisse. Le médecin souhaite aller plus loin. Il rêve *« d'un projet où le personnel des activités sociales serait sensibilisé à l'approche et à l'accueil de ce public avec ses particularités »*.
L'appel est lancé…

Renseignements : www.ffsa.asso.fr

Un fil CONDUCTEUR

Soutien logistique et financier, hébergement… la CCAS et les CMCAS aident les bénéficiaires dans leurs projets. Fil de l'énergie, un groupe de bénévoles conduit par Jean-Pierre Samson, roule pour la générosité.

© CHRISTINE LEMORE

C'est un sacré bison que vous avez peut-être croisé sur votre route ! « Le bison », (c'est ainsi que le nomment ses copains), parcourt le bitume à vélo depuis dix-huit ans. Le bison, c'est Jean-Pierre Samson, et il voit rouge dès qu'on lui parle de maladies génétiques. Cet « inactif hyperactif » avale des milliers de kilomètres pour le Téléthon au nom du Fil de l'énergie.

Tout a commencé en 1991. Jean-Pierre Samson, agent, rencontre *« des enfants handicapés, qui ont du mal à se déplacer »*. Il est alors saisi d'émotion et veut faire quelque chose. Mais il a d'abord du mal à rassembler de l'enthousiasme autour de lui. Tant pis, il fait le tour du Calvados en 3 jours et collecte plus de 1 200 euros. Pour la dernière étape, les copains le rejoignent. Le Fil de l'énergie est lancé. S'ensuivent des années de périples, des kilomètres et des dons collectés à chaque passage des centrales nucléaires et des CMCAS. Tout est versé au Téléthon. En 1997, ce sont plus de 3 000 kilomètres qui sont avalés en quelques jours ; l'équipe, suivie de quelques membres de clubs cyclos, traverse 14 départements. Et c'est à chaque fois le même succès. La collecte augmente au fil des ans pour atteindre jusqu'à 141 891 euros en 2006.

Le Fil de l'énergie ? Des années de périples, des kilomètres et des dons collectés à chaque passage des centrales nucléaires et des CMCAS. Tout est versé au Téléthon.

Ils étaient une dizaine de copains, les voilà aujourd'hui plus de 500 cyclistes et accompagnateurs de cette *« migration solidaire »*. Tous prennent sur leur temps libre. « *Parfois ils posent 3 semaines de congés* », explique Jean-Pierre Samson, pour sillonner la France à vélo.

La CMCAS Caen soutient l'action. Depuis 1992, « *elle alloue 2 500 euros de son budget et met à disposition 2 bus pour les cyclistes et leurs accompagnateurs* », rappelle Didier Aumont, président de la CMCAS. Les cyclistes sont également hébergés tout au long de leurs parcours dans les centres de vacances. Les CMCAS des territoires traversés deviennent également des maillons de la chaîne de solidarité. En 2002, une convention est signée entre la CCAS, Handisport et EDF. La mobilisation entraîne pour la première fois électriciens et gaziers aux côtés des personnes handicapées sur leur handbikes. L'an dernier, le Fil de l'énergie, la CMCAS Chalon-sur-Saône et des sportifs paralympiques de haut niveau ont mis en place un double parcours pour cyclistes valides et invalides. Un succès.

Mais Jean-Pierre Samson laisse entendre que la somme collectée connaît une baisse. Les causes ? Peut-être l'ouverture des entreprises au marché et la crise. Le moment, aussi, pour l'équipe du Fil de l'énergie d'innover et de se lancer des défis. *« Penser à sensibiliser, par exemple, d'autres populations moins touchées par la démarche en raison de leur éloignement des entreprises »*, rappelle Jean-Pierre Samson. En 2010, pour les 20 ans du Fil de l'énergie, « le bison » pense passer la main. On a du mal à le croire. Mais d'ici là, « *il roulera* » à la phrase d'Albert Camus : « *La vraie générosité envers l'avenir, c'est de tout donner au présent.* »

Textes : Laïla Saïdi

MILITANTS
DE LA SOLIDARITÉ

Rencontrer les bénéficiaires âgés de plus quatre-vingts ans et recenser leurs besoins, tel est l'objectif du réseau solidaire de la CMCAS Alpes du Sud. Un réseau de proximité qui fonctionne parfaitement depuis 2006, année de sa mise en place, grâce au travail efficace des bénévoles qui maillent le territoire.

« *Merci de venir voir les vieux retraités d'EDF* », s'exclame Adeline Blanc, tout sourire, en accueillant Claude Roussel, 67 ans, bénévole du réseau solidaire de la CMCAS Alpes du Sud. Ces deux-là se connaissent bien. Trois ans déjà, depuis la mise en place du réseau solidaire en 2006, que Claude lui rend visite 2 à 3 fois par an, dans son petit village de Ribiers (Hautes-Alpes) à 9 kilomètres de Sisteron. « *Comment allez-vous ?* », interroge Claude, avant de poursuivre : « *Je vois que vous êtes en forme. Voici un petit cadeau de la CMCAS* », en lui tendant un bouquet de fleurs. Un petit geste supplémentaire décidé par la CMCAS Alpes du Sud. Chaque bénévole dispose, en effet, d'une enveloppe budgétaire annuelle de vingt euros, consacrée à l'achat d'un livre, de fleurs ou de sucreries (c'est selon les goûts), destinée aux personnes dont l'agent s'occupe dans le cadre de la solidarité de proximité.

À quatre-vingt-treize ans, Mme Blanc est toujours aussi alerte et autonome. Très vite, la discussion s'engage autour d'un café. De nombreuses photos - résumé de toute une vie - tapissent les murs de son salon. Témoignages des moments heureux passés avec son mari, ses enfants et petits-enfants. « *J'apprécie beaucoup les rencontres avec M. Roussel. Elles m'apportent du réconfort. On discute de tas de choses, j'évoque le passé avec lui. C'est beau, ces jeunes retraités qui s'occupent des plus anciens* », confie la dame. Ancienne sténotypiste, grand-mère et arrière-grand-mère, Adeline est pourtant très entourée. De sa famille - sa fille Gisèle, venue de Québec, passe quelques jours en sa compagnie - ; de ses voisins également : « *Je les côtoie depuis plus de soixante-dix ans !* », plaisante-t-elle.

Le rendez-vous est l'occasion pour elle d'évoquer ses souvenirs, notamment son mari disparu il y a deux ans. *« Mon époux aimait parler avec M. Roussel de leurs connaissances communes. Ils ont travaillé dans la même agence EDF à Marseille. »* Dotée d'une vive mémoire, - *« elle me bat encore au scrabble »*, reconnaît sa fille - Adeline ne boude pas son plaisir de bavarder avec Claude. Outre les discussions sur sa « vie d'avant », ils partagent désormais une vraie complicité qui s'est forgée petit à petit. *« C'est au fil des rencontres que le lien se tisse, que la confiance se gagne. Au départ, les personnes âgées vous racontent toujours qu'elles n'ont besoin de rien. Le réseau solidaire vise à empêcher ce repli sur soi, instinctif. Le bénévole, à l'écoute, est un intermédiaire entre le bénéficiaire et la CMCAS, une sorte de référent. Mon rôle consiste à l'informer des séjours et des activités proposés par les organismes sociaux, mais également de repérer si la personne est en difficulté »*, témoigne Claude.

« Ces militants sociaux sont un peu les yeux et les oreilles de la CMCAS. Grâce à cette proximité et à leur vigilance, nous sommes mieux en capacité de déceler les problèmes et les situations de détresse vécues par les personnes âgées », explique Daniel Presse, trésorier général et responsable du réseau solidaire. *« Le réseau solidaire a vocation à faire connaître toutes les prestations sanitaires et sociales proposées par les organismes auxquelles les bénéficiaires isolés peuvent prétendre. Mais qu'on ne s'y trompe pas, il ne remplace ni la famille ni les différents acteurs institutionnels (assistantes sociales notamment…) »*, prévient Michel Gerveau, président de la CMCAS. *« Les bénévoles du réseau solidaire ne sont pas habilités à agir personnellement. Ils alertent la CMCAS dès qu'ils détectent une situation délicate. Ensuite les diverses commissions, toujours en lien avec l'assistante sociale prennent le relais »*, insiste le président. Claude Roussel, lui, connaît parfaitement son rôle et son champ d'action. *« J'ai bien reçu le catalogue des vacances. J'ai vu que vous proposez un séjour au Canada, c'est un merveilleux voyage »*, lui glisse Adeline, elle qui a voyagé plusieurs fois dans ces lointaines contrées pour séjourner chez sa fille. *« L'an prochain, si vous désirez partir en séjour bleu, je peux vous accompagner jusqu'au centre de vacances »*, lui suggère Claude. C'est lui qui l'a convaincue de prendre la téléassistance. Désormais, Adeline porte au cou le collier qui la relie en permanence à la centrale d'assistance. Cette dernière, en cas de chute ou de malaise, est en mesure de prévenir immédiatement les secours à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. *« C'est épatant ! Je ne quitte plus mon collier. D'ailleurs, je le conseille à toutes mes amies »*, raconte-t-elle. Et de confirmer : *« Bien sûr, je n'ose pas déranger les interlocuteurs de la téléassistance. Mais ça m'est arrivé de leur parler, elles sont très aimables et à l'écoute. Vous savez, ce réseau solidaire, c'est quelque chose de merveilleux ! Si j'ai un souci, je sais que je peux appeler M. Roussel. Il sera de bon conseil »*, juge Adeline. C'est pour pallier ce défaut de solidarité dans notre société que les activités sociales ont mis en place les réseaux solidaires. Grâce à la proximité concrétisée par des visites régulières, les agents bénévoles parviennent à créer du lien social, à établir des relations humaines et solidaires envers leurs collègues plus âgés.

« J'apprécie beaucoup les rencontres, elles m'apportent du réconfort. C'est beau, ces jeunes retraités qui s'occupent des plus anciens. » Adeline Blanc, 93 ans

Texte : Marie-Line Vitu
Photos : Olivier Clément / CCAS

RÉSEAU SOLIDAIRE : COMMENT ÇA MARCHE

La CMCAS Alpes du Sud dénombre sur son territoire 260 ouvrants droit de 80 ans et plus. Son réseau solidaire compte 40 agents bénévoles pour la plupart inactifs. Chacun s'occupe de 2 à 3 personnes qu'il s'engage à visiter au moins 2 à 3 fois par an. Pour faciliter la proximité, la CMCAS a privilégié une répartition géographique entre les acteurs du réseau solidaire : les bénévoles qui appartiennent à la même SLV que celle des personnes visitées sont mieux à même de leur présenter les diverses offres et prestations. 4 nouveaux membres viennent d'intégrer le réseau en janvier 2009.

Un monde solidaire

Séjour solidaire au Pérou

DR VOYAGEURS SOLIDAIRES

Priorité à l'amitié et au rapprochement entre les peuples. La politique de solidarité internationale de la CCAS favorise la rencontre et les projets de développement.

Aide au développement

L'aide au développement est au cœur de la politique de la solidarité de la CCAS. Chaque année, 600 000 euros sont destinés au financement de projets portés par des agents. Objectif : répondre aux besoins des populations. Cofinancés au maximum à 50 %, ces programmes doivent garantir à terme l'émancipation matérielle des populations. Depuis sa création, la Commission des activités internationales a soutenu 350 dossiers à travers le monde. Pour 2009, 70 projets vont être traités, dont la moitié engagée en Afrique.

Les voyages solidaires

Des projets d'aide au développement émergent parfois des séjours solidaires. Les bénéficiaires peuvent ainsi découvrir les projets réalisés par les énergéticiens et soutenus par les organismes sociaux. L'offre de séjours repose sur l'échange et la connaissance des réalités vécues par l'autre. Chaque année, la CCAS propose une dizaine de voyages solidaires.

Les relations internationales

Ce travail développe des protocoles d'échanges de séjours entre les énergéticiens français et étrangers par le biais de leurs activités sociales. En 2008, 107 enfants de 9 à 17 ans, venant de Palestine, d'Algérie, de Biélorussie et du Liban ont été accueillis dans les centres de vacances.

Les partenariats

La CCAS a établi des conventions avec plusieurs partenaires qui apportent leurs expériences et leur savoir-faire. Le Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid) aide les énergéticiens porteurs de projets. Ces partenariats représentent un outil de réflexion sur les enjeux de la politique de la solidarité internationale. À ce titre, la CCAS œuvre pour le rapprochement des peuples avec l'Association pour la promotion des jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF). Un travail est parallèlement mené avec l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (Afaspa). Enfin, les activités sociales ont créé des passerelles avec les pays méditerranéens en rejoignant le Festival TransMéditerranéen (FTM).

Les conférences internationales

Tous les 3 ans, les délégués des agents de plus de 25 pays se réunissent à l'occasion d'une conférence. Un espace pour confronter leurs expériences et tracer de nouvelles perspectives. En décembre 2008, pour la V[e] édition, 60 organisations se sont retrouvées à Alger autour du thème : « Les activités sociales vecteur de paix pour les travailleurs de l'énergie et les peuples ».

L'aide d'urgence

Destinée aux populations victimes de catastrophes naturelles, cette aide demeure ponctuelle. La CCAS n'intervient pas directement, elle répond à des sollicitations. Ainsi, l'année dernière 10 000 € ont été versés aux populations haïtienne et cubaine, par l'intermédiaire de la Fédération des électriciens et gaziers du Secours populaire français. Ce dispositif d'urgence concerne également le territoire national. Après la tornade du 4 août 2008 dans le département du Nord, la CCAS a mis à disposition de la CMCAS Valenciennes des moyens en direction des bénéficiaires.

Aide d'urgence après la tornade qui a touché la région du Hautmont (Nord), le 3 août 2008.

© FRANCIS VANTHUYNE / CCAS

© ASSOCIATION TERRE D'AFRIQUE

« Accompagner L'AUTOGESTION »

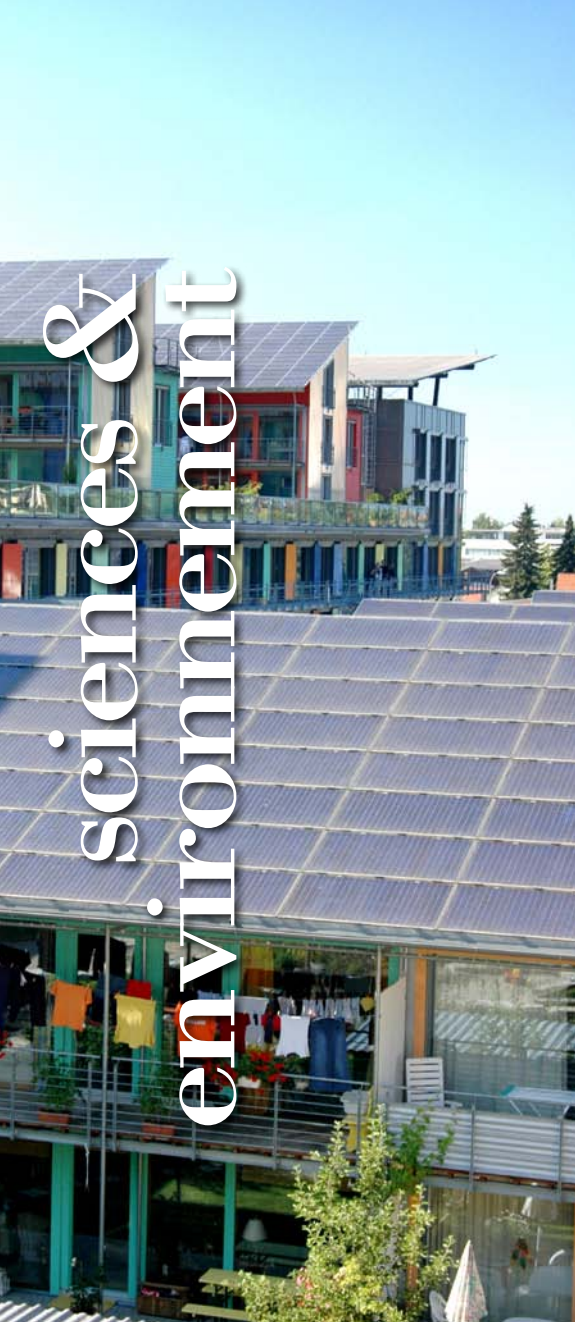
Composée d'une quarantaine d'agents, l'association Terre d'Afrique a planté ses racines au Sénégal pour y développer des projets.

Baba Garage-Luchon. Des milliers de kilomètres séparent la communauté rurale sénégalaise, répartie sur 52 villages à 140 kilomètres de Dakar, de la ville pyrénéenne. Depuis 2001, Claude Schaeffer, président de l'association Terre d'Afrique, « *remue le ciel occidental* » pour implanter des projets sur la terre africaine. « *À Baba Garage, 25 projets ont vu le jour,* raconte Claude. *Nous nous sommes attelés d'abord à construire des périmètres de maraîchages. C'est-à-dire qu'il fallait amener l'eau sur les terrains pour les cultures de tomates, d'aubergines et d'oignons.* » Avec l'aide des femmes et des collectivités locales, Terre d'Afrique ambitionne de nourrir le village de ses propres récoltes, « *le surplus est vendu sur les marchés ou sert à financer l'achat des semences* », explique Claude. Grâce aux projets cofinancés par la CCAS et d'autres partenaires, Terre d'Afrique s'investit aussi dans l'électrification, l'alphabétisation et, depuis 2004, la santé avec la construction de deux dispensaires. « *Chaque projet est monté en collaboration avec la communauté, nous faisons en sorte que ces populations soient aidées et formées* », poursuit Claude. Soutenir, encourager et rendre acteurs les villageois, mais également ceux qui souhaitent donner un coup de main aux chantiers, ainsi sont nés les séjours solidaires. À Baba Garage, on vient visiter le pays, rencontrer la réalité de sa population et mettre parfois la main à la pâte, comme ces médecins, dentistes et infirmières qui partiront, au cours de l'année, mener une campagne médicale.

Plus de renseignements : Claude Schaeffer au 06 75 78 01 42 et à terre.dafrique@orange.fr

Textes : Laïla Saïdi

Problème de calcaire ?
EFFICACE
Le nouveau AT820 est le dernier né de la gamme bien connue des antitartres électroniques NOXAT. Il traite efficacement et de façon définitive les problèmes d'entartrage de canalisations, appareils sanitaires et ménagers. Il convient à tout type d'habitation et traite la totalité de l'eau approvisionnant la maison ou l'appartement. Il élimine aussi progressivement le tartre déjà incrusté dans les canalisations.
SAIN, ECOLOGIQUE, FACILE à POSER
L'antitartre AT820 agit directement sur les ions de calcium, ce principe permet de traiter l'eau efficacement sans y ajouter aucun produit chimique et sans altérer son équilibre naturel. Son goût, sa minéralité et sa potabilité sont strictement préservés. Nul besoin d'être bricoleur averti, le AT820 se pose très facilement sans travaux de plomberie. Il ne nécessite aucun entretien.
FABRICATION FRANCAISE
AUTO - COUPLAGE
AJUSTEMENT
AT820
ANTITARTRE ELECTRONIQUE A INDUCTION
GARANTIE 10 ANS
498 €
Formule LOCACHAT 18 € / mois
LA SOLUTION EFFICACE ET DEFINITIVE
AUX PROBLEMES D'ENTARTRAGE : 100 % de PERFORMANCES, 0 % d'ENTRETIEN
Documentation gratuite sur simple demande (aucun démarchage à domicile, votre documentation vous parviendra par la poste)
Chaque documentation est accompagnée d'un test de laboratoire gratuit permettant de mesurer le degré calcique de votre eau.
Par tél : 03 87 33 22 49 - Par fax : 03 87 33 22 52 - Par e-mail : docnoxat@wanadoo.fr
par courrier : NOXAT FRANCE 36 route de Thionville BP 30824 - 57148 WOIPPY Cedex



© FOTOLIA

LA RELANCE
ÉCOLOGIQUE EN QUESTION

Pendant que des centaines de milliards sont dépensés pour renflouer les banques, le réchauffement de la planète et l'épuisement des énergies fossiles se poursuivent inexorablement. Pour sortir de cette contradiction, de nombreuses voix plaident pour un « Green New-Deal ».

C'est aux États-Unis qu'un tel programme, réclamé par les milieux écologistes depuis des années, a commencé à prendre quelque consistance. Plus de 10 % des 825 milliards de dollars du plan de relance américain, en cours de discussion au Congrès, sont ainsi consacrés au développement des énergies renouvelables et aux économies d'énergie, notamment dans le bâtiment. Parmi les premières décisions annoncées par Barack Obama, figure également l'imposition de normes fédérales limitant la consommation de carburant des automobiles dès 2011, tout en permettant aux états qui le souhaitent de fixer des normes encore plus strictes. C'est notamment le cas de la Californie, dont les projets en ce sens avaient été bloqués par l'administration Bush.

Ce faisant, le nouveau président américain sait qu'il fragilise un peu plus les industriels américains de l'automobile, déjà au bord de la faillite, tant ceux-ci sont spécialisés dans les 4x4 et autres modèles très polluants. Mais la nouvelle administration est persuadée que les constructeurs se réorienteront vers les modèles plus économes en carburant, que plébiscitent les consommateurs américains depuis que les prix de l'essence ont flambé au printemps-été 2007, et sauront investir dans des technologies d'avenir, notamment la voiture hybride. Surtout, l'administration américaine mise sur la création d'emplois dans les énergies renouvelables ou l'amélioration de l'efficacité énergétique pour compenser les inévitables restrictions d'effectifs dans l'automobile.

Plus de 10 % des 825 milliards de dollars du plan de relance américain sont consacrés au développement des énergies renouvelables et aux économies d'énergie.

L'avenir du projet de « Green New Deal » dépendra en définitive de deux choses. Tout d'abord des cours du pétrole. S'il ne fait aucun doute que leur évolution à moyen terme est à la hausse massive du fait de l'épuisement des ressources, le cours actuel du baril, autour de 40 dollars, n'incite pas à développer les énergies renouvelables. Ensuite, de l'établissement d'une hypothétique taxe carbone, prélevée sur les produits et les services au prorata des émissions de gaz à effet de serre qu'ils ont engendrées. La nouvelle administration se laissera-t-elle convaincre de la nécessité d'une telle taxe au niveau international ? Le renommé climatologue James Hansen, qui avait soutenu l'idée dans une lettre ouverte à Barack Obama, n'a toujours pas reçu de réponse à sa missive.

PLAN FAIBLE

« Il n'a pas prononcé une seule fois le mot carbone ! », déplore l'expert en énergie Jean-Marc Jancovici en commentant le plan de relance annoncé par Nicolas Sarkozy début janvier. De plus, ce plan fait la part belle à l'industrie automobile en relançant les projets autoroutiers et en instaurant une prime à la casse pour les voitures émettant moins de 160 grammes de CO_2/km, alors que le bonus-malus issu du Grenelle plaçait la barrière à 130. Selon les calculs de WWF, à peine 2,7 % du budget du plan de relance français porte sur des mesures vertes, à travers l'effort de rénovation au service de l'efficacité énergétique dans le bâtiment et le financement de nouvelles lignes de TGV dans le cadre des engagements pris au Grenelle de l'environnement, bientôt discutés au Parlement. Le gouvernement songe cependant à mettre en chantier deux nouvelles centrales à réacteurs EPR, ce qui pourrait relever, quoi qu'en diront les écologistes, d'une ébauche de grands travaux écologiques tant le nucléaire est un faible émetteur de gaz à effet de serre.

EMPLOIS VERTS
POUR CROISSANCE DURABLE

60 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 400 000 emplois : c'est ce que représentent aujourd'hui en France les activités économiques liées à l'environnement. Un poids encore modeste mais appelé, de l'avis général, à se développer considérablement.

Contrairement à une idée reçue, les « métiers verts » ne se pratiquent que rarement au grand air. Les emplois relevant de la protection de la nature sont bien moins nombreux que ceux générés par l'adaptation de l'industrie aux contraintes du développement durable et par les nouvelles filières de services - assainissement des eaux, traitement des déchets, recyclage… - créées par la préoccupation croissante pour l'avenir de la planète. En 2007, seulement 600 postes ont été proposés dans les parcs naturels, les conservatoires du littoral et autres associations de gestion des espaces protégés : soit moins de 5 % des offres d'emplois liées à l'environnement contre, par exemple, 30 % pour les métiers de l'assainissement de l'eau.

Avec plusieurs entreprises françaises parmi les leaders internationaux en la matière, ce secteur ne cesse en effet de recruter. Mais son dynamisme est de plus en plus concurrencé par celui du secteur des énergies renouvelables, qui recrute depuis 2004, environ 9 000 personnes par an. Et cette tendance a toutes les chances de se poursuivre, vu le soutien public à ce secteur et l'intérêt de plus en plus marqué des consommateurs pour le bois-énergie ou le solaire, des collectivités locales pour le biogaz issu du retraitement des déchets et des industriels pour l'éolien. Ces nouvelles filières engendrent peu de métiers nouveaux et appellent surtout à une adaptation de métiers traditionnels : agents de maintenance, chauffagiste, électriciens, couvreurs… En revanche, certains domaines très dynamiques de ces éco-industries s'adressent surtout à des techniciens ou ingénieurs hautement qualifiés. C'est le cas des bureaux d'étude spécialisés en environnement, mais aussi de la recherche et du développement sur les voitures propres, le solaire photovoltaïque, l'éco-conception architecturale, ou encore les matériaux isolants.

© FOTOLIA

Cependant, ces emplois verts ont pour faiblesse de dépendre étroitement de l'action gouvernementale. Il ne s'agit certes que pour un tiers d'emplois publics, mais les emplois privés sont en général créés parce que de nouvelles réglementations au service de la protection de l'environnement ont été mises en place. Le nombre d'emplois verts créés dans les prochaines années dépendra ainsi de la détermination gouvernementale à combattre le réchauffement climatique. Selon une étude effectuée par le WWF-France, 684 000 emplois seront créés dans les énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique, si une politique volontaire de diminution de 30 % d'ici à 2020 des émissions de CO_2 est menée. Ce qui compenserait largement les suppressions d'emplois attendues dans les filières énergétiques polluantes (138 000) et dans l'industrie automobile (107 000). *« La lutte contre le réchauffement climatique est un réservoir d'emplois très important dans des secteurs qui, jusqu'à une période récente, étaient saturés, comme le bâtiment, et qui aujourd'hui, du fait de la crise, se retrouvent avec des capacités de production disponibles »*, explique l'économiste Philippe Quirion, qui a participé à cette étude.

Le nombre d'emplois verts créés dans les prochaines années dépendra de la détermination gouvernementale à combattre le réchauffement climatique.

Ne manque donc plus que la volonté politique pour que le développement durable vienne au secours de la lutte contre le chômage.

Textes : Nicolas Chevassus

BRÈVES

La France est au quatrième rang mondial en termes de dépôts de brevets dans les technologies de l'environnement.

En 2005, date des derniers chiffres publiés, 37 400 étudiants étaient inscrits dans des formations environnementales, pour les diplômes allant du CAP à la licence professionnelle.

Selon l'Institut français de l'environnement, le nombre d'emplois verts croît en moyenne de 2,4 % par an depuis 1997.

Textes : Nicolas Chevassus

FIGRA

LES « ÉCRANS DE LA RÉALITÉ »

Le Festival international du grand reportage d'actualité et du documentaire de société se déroulera du 25 au 29 mars 2009 au Touquet. Un tarif préférentiel est réservé aux agents des IEG.

Les principaux objectifs du Figra sont de promouvoir le grand reportage d'actualité et le documentaire de société, à travers une sélection de plus de 100 documentaires de société et de grands reportages, dont 30 films inédits, car ils représentent un support de connaissances et d'informations essentielles, irremplaçables pour une télévision de qualité. Depuis ses origines, le Figra propose une programmation diversifiée autour de la télévision, du cinéma, de la photo, du livre, sans oublier les rencontres, les débats entre le public et les professionnels. Le monde de l'audiovisuel, de la presse et de la communication est présent pour suivre et enrichir la manifestation.
Les professionnels, les jurys et le grand public sont réunis pour vivre une même aventure vibrant au rythme des images, et les réactions sont immédiates : dès la fin de la projection, le public participe en effet aux échanges de « Paroles de reporters ».

Le Figra est le rendez-vous de la connaissance, où chacun trouve matière à sa propre réflexion dans le panorama du monde que nous présentent les grands reporters et les documentaristes. Le maître mot : découvrir la richesse des « Écrans de la réalité ». Et c'est cette actualité du monde, que l'on découvre sur grand écran, qui donne à ces voyages singuliers le reflet d'une réalité ne laissant personne indifférent. Le Figra permet de découvrir le grand reportage d'actualité et le documentaire de société dans les conditions exceptionnelles de projection sur grand écran cinéma. Le rapport qui s'établit ainsi est complètement différent des habitudes télévisuelles.

Le Figra permet de découvrir le grand reportage d'actualité et le documentaire de société dans les conditions exceptionnelles de projection sur grand écran cinéma.

C'est pourquoi la CCAS et le Figra souhaitent développer un partenariat afin de promouvoir le grand reportage d'actualité et le documentaire de société, pour permettre au plus grand nombre d'électriciens, gaziers, et à leurs familles, de le découvrir. Est ainsi proposé aux agents et à leur famille un tarif préférentiel, sous forme de passeport, au prix de 6 euros sur présentation de leur carte Activ'. Les agents et leurs familles pourront également aller aux Rimes à Merlimont du 27 au 30 mars.

Pour connaître le programme, aller sur le site du festival : www.figra.fr

UN CINEMA SOCIAL BIEN VIVANT !

Organisé par la CCAS en partenariat avec plusieurs comités d'entreprises, le festival Visions sociales se tiendra à Cannes du 16 au 24 mai prochain. Cette 7e édition fait la part belle à un cinéma latino-américain particulièrement créatif et ambitieux.

© ÉRIC RAZ / CCAS

Un riche propriétaire terrien invite, un jeudi saint, douze esclaves noirs à sa table. Le lendemain, le maître montre son vrai visage en réprimant sauvagement leur révolte. Voilà l'histoire racontée dans *La última cena*, l'un des films phares de la 7e édition de Visions sociales. Un événement aux fortes intonations latino-américaines, organisé parallèlement au Festival de Cannes par la CCAS, les CMCAS de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur[1] ainsi que plusieurs comités d'entreprise[2]. « *Aujourd'hui, le cinéma s'approprie de manière critique les réalités de la société pour en faire des œuvres fortes de sens et ouvrant vraiment sur des perspectives. Il permet aussi de découvrir ou de redécouvrir des moments historiques importants* », explique Fiore d'Ascoli, administrateur de la CCAS et président de la Commission action culturelle. L'histoire, le septième art et l'actualité sociale se donnent donc rendez-vous du 16 au 24 mai prochain, au centre de vacances de La Napoule (Château des Mineurs), qui domine la baie de Cannes, lieu où convergent chaque année de plus en plus de bénéficiaires. Au menu : une sélection de vingt-deux films, fictions ou documentaires, français ou étrangers (voir ci-dessous) qui redonnent des couleurs aux valeurs d'humanisme et d'émancipation des hommes et des femmes. Le tout en accès libre ! La marque de fabrique de Visions sociales ? Une programmation riche et diversifiée, tout d'abord, grâce notamment à des partenariats noués avec l'Acid (Association du cinéma indépendant pour sa diffusion), la Quinzaine des réalisateurs, la Semaine internationale de la critique, Un certain regard et le Festival des trois continents. Une sélection mettant également en avant des œuvres ambitieuses qui questionnent l'ordre social établi. Mais Visions sociales offre aussi de multiples occasions d'aborder le cinéma de manière originale. En rencontrant, par exemple, l'équipe de réalisation à l'issue de la projection. En discutant avec des professionnels autour des métiers du cinéma. Ou encore en participant à des débats sur l'avenir du cinéma et la construction d'une société plus juste. Cerise sur le gâteau, Yolande Moreau qui vient d'obtenir le César de la meilleure actrice, sera la marraine de l'édition 2009. Pour Fiore d'Ascoli, « *la présence de cette grande comédienne renforce l'intérêt de cette édition. Elle reflète parfaitement l'esprit de Visions sociales* ».

Au menu : 22 films, fictions ou documentaires, français ou étrangers qui redonnent des couleurs aux valeurs d'humanisme et d'émancipation !

Texte : Samy Archimède

1 CMCAS Avignon, Gap, Marseille, Nice et Toulon.
2 Comités d'entreprise d'Air France, des Cheminots, du Port autonome de Marseille et de la RATP.

PARMI LES 22 FILMS DE LA SÉLECTION* :

Cheminots de Luc Joulé et Sébastien Jousse (France, 2009)
Le déjeuner du 15 août de Gianni di Gregorio (Italie, 2009)
Des idiots et des anges de Bill Plymton (États-Unis, 2009)
La última cena de Tomás Guttiérrez Alea (Cuba, 1976)
Nulle part, terre promise d'Emmanuel Finkiel (France, 2009)
Cyrano Fernández d'Alberto Arvelo (Venezuela, 2008)
La zona, propriété privée de Rodriogo Plá (Espagne-Mexique, 2008)
Le rideau de sucre de Camilla Guzmán Urzúa (France, 2007)
Sept jours, sept nuits de Joel Cano (France-Italie-Cuba, 2004)
Haïti chérie de Claudio Del Punta (Italie, 2008)
Z32 de Avi Mograbi (Israël-France, 2009)
Agnus Dei de Lucía Cedrón (Argentine, 2008)
L'apprenti de Samuel Collardey (France, 2008)
Louise-Michel de Benoît Delépine et Gustave Kervern (France, 2008)

*Sous réserve de modifications.

Minh Tran Huy, LE VIETNAM AU CŒUR

Dotation CAS 2009, l'auteure de *La princesse et le pêcheur* ira à la rencontre des bénéficiaires dans les centres de vacances cet été.

DR

Jamais Minh Tran Huy n'aurait imaginé écrire un jour sur le Vietnam, pays dont ses parents sont originaires. Pourtant il est là, dans *La princesse et le pêcheur*, un roman d'apprentissage à la tonalité douce et mélancolique. Celle-là même que l'on retrouve dans *Le lac né en une nuit*, un recueil de contes vietnamiens qu'elle a retranscrit et qui peut se lire comme une suite de son livre. Mais aussi comme un hommage à son père qui lui offrit à sept ans *Les Légendes des terres sereines* de Pham Duy Khiêm. *« Je n'aimais pas ces contes si tristes. Ce n'est que plus tard que j'ai compris le sens de ce geste. »* De cette transmission ambiguë.

Assembler les bribes d'une histoire familiale dramatique

Car si ses parents lui parlent vietnamien dès son plus jeune âge (elle apprendra le français à la maternelle), s'ils emmènent leurs enfants prier à la Pagode, aucune explication cependant n'entoure leurs actes. *« C'était "débrouillez-vous avec ça". Mon père voulait nous laisser libres de choisir. Encore fallait-il comprendre pour choisir »*, ajoute-t-elle en souriant. Silence sur une culture donc, et plus encore sur une histoire familiale dramatique marquée, du côté maternel, par la ruine et la misère et, du côté paternel, par l'assassinat par les communistes de son grand-père et de son arrière-grand-père. Et enfin par l'exil de ses parents au début des années 1960. *« Parfois ils en parlaient dans leur "langue code", le vietnamien, oubliant que ma sœur et moi nous le comprenions. C'est donc par bribes que j'ai pu assembler plus tard les morceaux et les mettre dans mon livre. C'est la partie véridique, le reste étant peu ou prou de la fiction. »*

© ACTES SUD

Sciences-Po, journalisme et premier roman

Soit la valeur refuge d'une petite fille, boulimique de livres et de films, qui à douze ans aspire à être écrivain. *« J'ai construit ma culture cinématographique et littéraire de manière très anarchique. Je pouvais lire aussi bien Stefan Zweig que Bernard Werber. Tout s'est ordonné quand je suis entrée à Science-Po. »* Au grand dam de son père, scientifique, qui après avoir échoué au concours de Polytechnique (il fera Centrale) rêve que ses enfants y entrent. Mais voilà, après une maîtrise de Lettres sur *Le marin de Gibraltar*, de Marguerite Duras, Minh Tran Huy intègre l'école de la rue Saint-Guillaume, tout en faisant des piges dans différents journaux, notamment au *Magazine littéraire*. Alors qu'elle s'apprête à quitter la France pour suivre un master de journalisme à Columbia (États-Unis), Jean-Louis Hue, alors patron du *Magazine*, l'engage puis, 6 mois plus tard, la nomme à 23 ans seulement, rédactrice en chef adjointe. Durant 4 ans cependant, cette nouvelle fonction la freine dans l'écriture. *« Tout ce que je commençais à composer n'aboutissait à rien. »* À la faveur d'un déménagement, elle retrouve le manuscrit de *La princesse et le pêcheur* rédigé à 20 ans. Encouragée par son mari, elle le reprend, le débarrasse des tics d'écriture journalistique avant de l'envoyer à Bertrand Py, éditeur chez Actes Sud, qui l'accepte aussitôt. Guère soutenue à sa sortie par la presse, Minh Tran Huy l'est par les libraires qui classent son livre parmi les 10 meilleurs premiers romans de la rentrée 2007.

Faire retour au Vietnam

Aujourd'hui, lorsqu'on l'interroge sur une traduction en vietnamien, elle répond sans détour : *« Je n'y tiens pas car, malgré l'ouverture, ce pays reste une dictature. Mon roman pourrait être censuré et surtout causer du tort à ceux de ma famille qui y vivent. Et puis j'ai envie d'y retourner »*, dit encore Lumière de Jade (traduction de son prénom complet Ngoc Minh). Si elle confesse ne pas être hantée par le Vietnam, elle reconnaît cependant qu'elle n'a pu s'empêcher de l'évoquer une fois encore dans son prochain roman…

Minh Tran Huy est née à Clamart (Hauts-de-Seine) le 16 mars 1979. Dès l'âge de 12 ans, cette boulimique de lectures commence à écrire des nouvelles. Après son baccalauréat, elle suit une classe préparatoire au lycée Henry IV, obtient une maîtrise de Lettres avant d'intégrer Sciences Politiques. À 23 ans, elle est engagée au *Magazine littéraire*, comme rédactrice puis rédactrice en chef adjointe. Tout en menant son métier de critique et de chroniqueuse sur France Culture dans l'émission *Jeux d'épreuves* de Joseph Macé-Scaron et *Les mots de minuit* de Philippe Lefait sur France 2, en 2007, elle a publié son premier roman, *La princesse et le pêcheur*, suivi d'un recueil de contes, *Le lac né en une nuit*, qu'elle a choisis et présentés.

TROIS QUESTIONS À L'AUTEURE

« Mon désir d'écrire est antérieur à celui d'être critique. Cette double position ne me gêne pas, même si je savais que cela me poserait quelques problèmes. »

© MÉLANIE MORAND / OPALE

N'est-ce pas trop difficile d'être propulsée rédactrice en chef adjointe à vingt-trois ans ?

En effet, j'ai eu peur de ne pas être à la hauteur. D'autant que Jean-Louis Hue, le directeur, m'a plongée directement dans le bain en me laissant me débrouiller. Mais le plus dur fut sans doute l'accueil du milieu littéraire qui, très vite, m'a fait sentir que je n'étais pas légitime. C'est un milieu fermé et finalement assez cruel.

Et de publier un roman quand on est critique ?

Mon désir d'écrire est antérieur à celui d'être critique. Cette double position ne me gêne pas, même si je savais que cela me poserait quelques problèmes. Quand j'ai publié, je me suis dit que je devais m'armer. Malgré tout, j'ai été blessée par la « non réception » de la presse. En même temps, je comprends, car moi-même quand je vois arriver un livre de journaliste, je me dis *« encore un ! »*. Je dois une fière chandelle aux libraires qui ont porté le livre.

Vos goûts littéraires semblent vous porter plus volontiers vers la littérature étrangère.

Oui, et cela depuis toujours. Toute jeune déjà, je m'exaltais davantage à la lecture de romans étrangers que français. Mon éducation à la littérature contemporaine s'est faite d'ailleurs à travers les auteurs américains. En même temps, je n'ai pas cessé de lire des écrivains français, car c'est bien de revenir à une langue qui n'est pas passée par le filtre de la traduction. À présent, ce qui me retient de traiter davantage d'écrivains français, c'est ma position d'auteur.

UN JEU SUBTIL D'ÉCHOS

C'est sous le signe du *« Mono aware »*, la poignante mélancolie des choses, comme l'expriment les Japonais, que se place le roman de Minh Tran Huy. Un sentiment qui étreint dès l'abord de ce récit d'apprentissage, à la vie, à l'amour et à un pays, le Vietnam. Si Lan, la narratrice, ne croit plus guère au pouvoir de l'imagination, elle se laisse encore aller à la rêverie. Ainsi lorsqu'elle aperçoit un jeune couple, se souvient-elle de celui qu'elle « formait » avec Nam, cet ami qui l'ouvrit au monde et aux autres avant de disparaître en lui laissant un carnet inachevé de contes. Au fil d'une amitié amoureuse, rythmée par des contes, Minh Tran Huy mêle petite et grande histoire, pays et amours perdus dans un jeu subtil d'échos, sensibles et nostalgiques.

La princesse et le pêcheur, éditions Actes Sud, 18 €.

LE CHOIX DE MINH TRAN HUY

LE TEMPS DE L'INNOCENCE

Edith Wharton, éd. Garnier-Flammarion, 6,80 €.

L'un des plus beaux textes sur l'amour impossible, l'incapacité à se réaliser, la victoire du carcan social sur les sentiments. Dans le New York huppé des années 1870, Newland Archer va épouser May Welland. C'est alors qu'il rencontre la cousine de celle-ci dont il tombe amoureux. Edith Wharton déploie une incroyable finesse dans l'analyse des psychologies et le décryptage d'une société très fermée.

LES FALSIFICATEURS

Antoine Bello, éd. Folio, 8,60 €.

Ce roman d'une folle inventivité décrit l'ascension de Sliv au sein d'une organisation secrète internationale, le CFR, chargé de faire passer pour véridiques histoires et mythes inventés. Ce récit d'initiation qui se dévore d'une traite - et dont Antoine Bello vient d'offrir une suite (Les éclaireurs) - se double d'une belle métaphore de la littérature.

Textes : Christine Rousseau

Ouvre

PAR GEORGES MÉRILLON

De plus, malgré la promesse que je m'étais faite de jouer au travailleur jusqu'à ce qu'il fût fini, j'ai laissé bien souvent ce livre en plan pour aller voir un peu mes amies et faire une cure avec elles dans un endroit ou dans un autre, parmi des musiques, des gens et des lumières. [...] D'ailleurs, ces quelques soirées par semaine, n'étaient pas du tout du temps perdu pour ma littérature. [...] Pendant que je traînais spirituellement avec ces femmes, mon travail continuait dans ma tête, presque malgré moi. Personne ne s'en doutait [...]
... et des rubans qui traînaient... ... ça m'est bien égal qu'il soit mal écrit et j'avais autre chose à faire, en l'écrivant, que de perdre mon temps à soigner mes phrases.
PAUL LÉAUTAUD, *Le petit ami, VII, VIII. 1902.*

© CHRISTINE THYBERT

Ouvre

BÉCASSINE CHERCHE UN EMPLOI.
Pendant que je me débrouillais dans le fouillis qu'était la chambre de mademoiselle, j'entendis sonner le téléphone.
En 1937.
Tintait sans arrêt ; alors j'ai pensé madame est sortie, été à l'appareil. Une voix demandait : « C'est bien chez M^me^ la marquise de Grandair ?
- Oui monsieur.
- Ici le directeur de La semaine de Suzette. *Je voudrais parler à Bécassine. - C'est moi, m'sieur.*
Voilà, Bécassine, je viens de décider avec la rédactrice en chef, de placer dans les plus bref délais une nouvelle aventure de Bécassine ; c'est vous qui l'écrirez ; mettez-vous-y tout d'suite. »

J'ai ouï le clic de l'appareil raccroché.
Puis, servante au grand cœur d'attendre l'inspiration, les yeux tournés vers le ciel (au plafond), et de fourrager ses maigres cheveux, de griffonner un brouillon étoilé de fautes, et d'orthographe qui, faites exprès, procurent gros plaisir, et de français, car notre héroïne issue du peuple sort de Bretagne, orné de ratures, de pâtés, dont elle n'a point à s'occuper, vu qu'on les lui corrige à *La semaine de Suzette.*

Débute le poème, avant une technique artiste et par-delà le commerce courant d'un langage. J'étais en plein dans ce travail quand la pendule entreprend de frapper onze coups : je me lève, sans même ranger mon cahier, déjà j'ai empoigné mon parapluie, déjà vers l'escalier je cours.

Veine, verve populaires, enfantines forment avec science littéraire un alliage audacieux sous couleur de comique orange et vert. L'auteur dresse une rhétorique narrative avant-courrière de fictions critiques et du Nouveau roman des années 1950-1960.

Par mots et notions de transformation, de force, effort, oeuvre en cours, esquisse, ébauche, coulisse, le poète artiste et songeur croit noter une méthode cheminante, une effervescente voie, une fermentation levante...

Un récit en abyme : la protagoniste ingénue reçoit commande expresse, à distance, du directeur de la publication à telle enseigne que notre géniale idiote apertement devienne ce qu'elle était dans le fond : très puissante source de la fiction que fait l'auteur - Dieu a besoin de moi - nommé Caumery en première page de titre complet, au dessus de J-P. Pinchon. Une écriture qui n'obéit point aux codes sérieux et savants qu'elle met en œuvre, ni poésie ni roman, il s'agit de traverser des situations, métiers, conventions, ordres sociaux, en travaillant le travail, en concevant son métier, d'écrire avec des écritures, avec des lieux communs divers, avec des valeurs rétro-actionnaires.

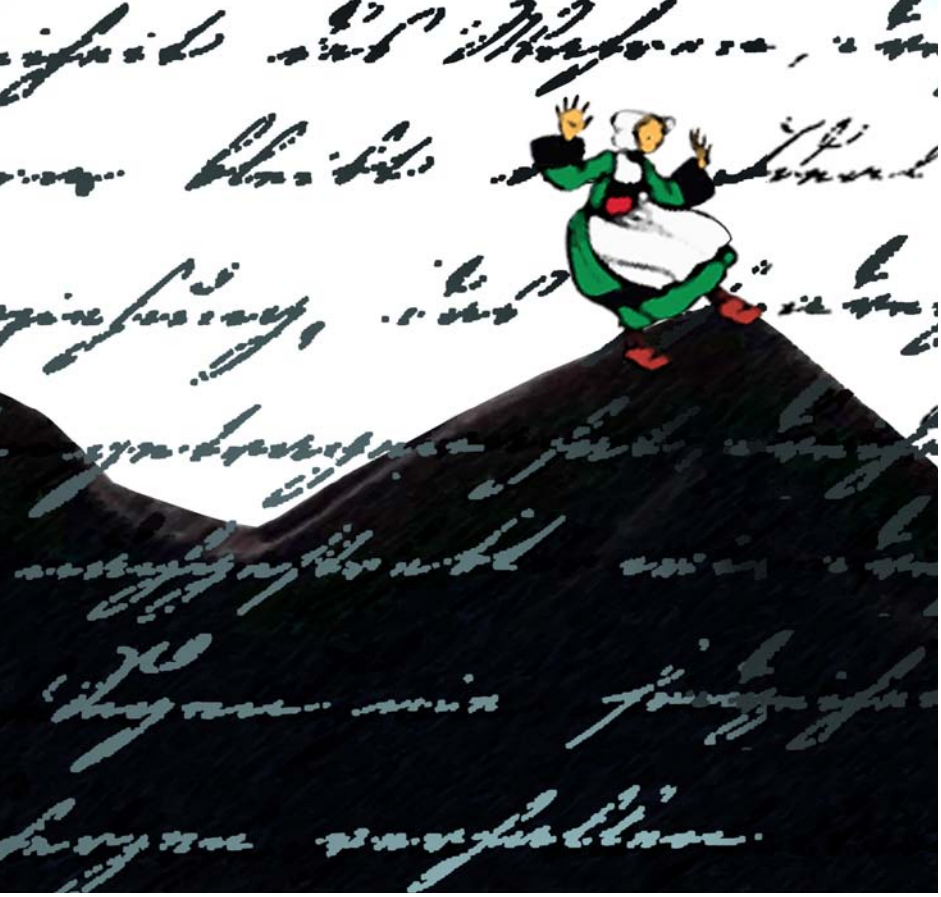
Et autres gloses de scènes encore plus ingénieuses.
En fin d'album une amie d'enfance ou plutôt sa cousine Marie, son double normal qui ne manque pas de nez, fait placeuse dans un cinéma : *« Elle gagne bien sa vie ; elle a un emploi presqu'artistique. »*

Ouvreuse. Presque proche, infiniment éloigné.

La créature fait l'auteur, comme le texte dessiné, feuilleton, soutient le magazine, enrichit l'éditeur lequel, directo, communique au personnage clé des parutions attrayantes pour la jeunesse, à la nigaude omnisciente, commande urgente : une nouvelle branche de l'épopée miniature.

Pensées

ADOLESCENT, j'aimais le roseau pensant, les deux infinis - que j'appris bien plus tard devoir beaucoup à Cues -, la circonférence nulle part, le centre partout, les rosées, je souffris davantage, le roseau qui bande vers le j'ouïr d'une amie première, sœur, offrante, rêvée, me tourmenta d'une solitude exagérée que je ne « complémentais » que tardivement, j'étais anxieux de mourir avant de connaître le don merveilleux dont personne alentour ne parlait sinon d'allusions grivoises ou interdites, je brûlais



travaillé du désir de rencontrer sans détour la sœur amoureuse qui fut fort aise de toucher des yeux des mains mes parties mon membre en souffrance d'elle qui me laissât regarder l'intime fente qu'elle aurait, là, une fois retroussée, vérité dès qu'ouverte.

Je me suis mis à rédiger mes pensées, exalté, extasié je dessinais à la plume sur un cahier en haut du champ du Grand-coutiau d'où je contemplais la fesse adverse de la colline, y seyaient les aîtres de la ferme.

Telle page de carnet : « Que tu peignes avec ton cœur la vérité de ton expérience, nul besoin de signer. »

Une autre : « Pourquoi devrait-on "gagner sa vie" , si celle-ci nous a été donnée ? »

Nous a été ? nous fut ? - donnée. Prêtée. Née, au passé.

Pourquoi un tel devoir, un endettement d'origine ?

Travailler le travail.

Ah ! oui la *com*

SOUVENTEFOIS, nous a-t-on pas soufflé dans le tuyau d'une oreille ou déclaré à haute et intelligible voix, surtout à partir de 1980, que nous serions illisibles : faites scribe à la rigueur, si l'cœur vous en dit, mais avec le massicot du bon sens ou le fusil du poilu monumental.

Tractant la faucheuse lieuse (où en chapeau de paille était assis mon père, à surveiller le processus) avec pour agrément la belle ouvrage de bien conduire, parfois en dégageant une portion de barre de coupe avant un virage convexe, un lièvre là débouche, tu observais longuement les ciels ; pétri des regrets d'être privé de connaître les rires et les jeux des filles et gars du village.

Travail *restreint* (comptable, capital) ET
travail *généralisé* (élargi, imprehensible) - en reprenant les adjectifs de Bataille, quant à l'*économie*.

La part maudite... oubliée depuis des lustres. Quel rayon ? Là.
Immense travail d'abandon, d'écoulement et d'orage qui la constitue (la vie humaine, sur un globe isolé dans l'espace), pourrait être exprimé ainsi : elle ne commence qu'avec le déficit de ces systèmes (systèmes fermés qui lui sont assignés) : du moins ce qu'elle admet d'ordre et de réserve n'a-t-il de sens qu'à partir du moment où les forces ordonnées et réservées se libèrent et se perdent pour des fins qui ne peuvent être assujetties à rien dont il soit possible de rendre des comptes. Par cette insubordination, même misérable, l'espèce humaine cesse d'être isolée dans la splendeur sans condition des choses matérielles.

Et nulle part et partout

QU'IL EST de bonne esthétique de cacher, le travail dès le XIX[e] siècle a proliféré en tous domaines. Par mots et notions de transformation, de force, effort, œuvre en cours, esquisse, ébauche, coulisse, le poète artiste et songeur croit noter - avant et après le formé fermé - une méthode cheminante, une effervescente voie, une fermentation levante, une signifiante germination de sperme espérance en profondeur indue de naître plus tôt et plus tard que prévu payé ou que vendu, une ouvrage en progrès, en train, une traînée de poudre, des cendres, des scintillations stellaires parmi le désastre, çà et là. Pourtant, cette élaboration de l'existence ne compte pas, puisqu'elle n'est pas, pas du travail chrono marchandise ; elle ne produit rien qui soit en vue d'un surplus de marché monnayable ; elle passe, touche, traverse, jouit porte et enfante ; respire, reprise et laboure, cuisine, lit.

Dommage, le texte s'arrête à brûle-pourpoint, là.

Georges Mérillon, écrivain-poète, né en 1944 dans une ferme à La Chapelle-Vicomtesse (41). Dont le travail consiste, et il y tient, à écrire, exister, lire, « *habiter poétiquement* » ici (maintenant). Une trentaine de publications. Les plus récentes : *De la lecture*, éditions Tarabuste, 2008. *Tresses*, éditions Poïein, 2008. Le texte *Ouvre* publié ci-contre constitue l'introduction d'un ouvrage comptant 200 pages intitulé *Quel ? Travail*, à paraître aux éditions Tarabuste ; l'auteur joue sur deux mots : ouvrir et ouvrer.

CÔTÉ JARDIN

AU POTAGER

En mars, le repos hivernal se termine. C'est le dernier mois avant que la sève ne reprenne vie, et le moment idéal de planter tout ce qui peut l'être pour la belle saison.

©DIDIER DELAINE/CCAS

Munissez-vous de vos graines, pelles et arrosoirs car l'heure est à la plantation : mars est le mois pour planter les arbustes à fleurs comme les rosiers, graminées ou les espèces grimpantes de conifères. Sans oublier les camélias, l'astuce étant de leur choisir une terre acide et une exposition au nord, à l'abri des rayons du soleil en été. Côté verger, ôtez les fruits momifiés encore suspendus aux branches car ils sont d'importants vecteurs de maladies. Pour les arbres qui démarreraient difficilement, vous pouvez utiliser un engrais riche en azote. Ceux qui veulent se régaler d'antioxydants l'été venu peuvent d'ores et déjà mettre en place leurs groseilliers, framboisiers, cassissiers et tous les arbustes à petits fruits. Au potager, plantez les pommes de terre, oignons blancs, et semez laitues, petits pois, carottes, radis, betteraves et fèves, chicorée et enfin herbes aromatiques.

À LA MAISON

Ambiance ménage de printemps : c'est le moment de faire briller les feuilles de vos plantes qui prennent elles aussi la poussière. L'astuce ? Du yucca au ficus benjamina, dépoussiérez la plante au sèche-cheveux (température la moins chaude), puis nettoyez les feuilles avec un chiffon imbibé d'un mélange d'eau et de bière. Un élixir qui aura un effet nourrissant pour les feuilles, en plus de les nettoyer et de les faire briller. À noter : l'arrosage des plantes d'appartement doit être de plus en plus abondant en fonction de l'allongement des jours.

LE JOLI MOT

Épiphyte : se dit d'une plante qui pousse sur une autre plante, sans être un parasite.

LE DICTON

Mars est comme la romance, il finit comme il commence.

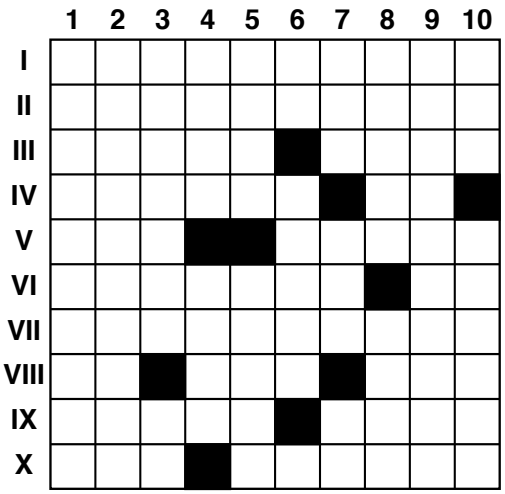
Éléonore Gratiet-Taicher

JEUX

MOTS CROISÉS

Horizontalement :
I. Élèves de grande classe. **II.** Firent l'appel. **III.** Peintre italien du XVI[e] siècle. Qui a mal vieilli. **IV.** Il guide vers le haut. Cœur de chou. **V.** Une spécialiste du démarrage en côte. Son téléphone est sans fil. **VI.** Ruban. En panne. **VII.** Arnaquerait. **VIII.** Siroter… à l'oreille. Ils emplissent les musées. Zone bleue. **IX.** Passe la charrue pour la troisième fois. Bas côté. **X.** Direction. Elle peut prendre la forme de moutons.

Verticalement :
1. Elle côtoie volontiers les religieuses. **2.** Qui touchent en plein cœur. **3.** Ne changent rien. Plutôt bas de gamme. **4.** Sage femme. Atomes. **5.** Aussi vieux. Priées de prendre un siège. **6.** Négation. Qui peuvent être introuvables. **7.** Perroquet. Transport de banlieue. Symbole. **8.** Fignola. La bonne est petite. **9.** Enveloppaient. **10.** Fin de sieste. Si elle est gratuite, c'est une invitation.



Proposé par Luc Malher

SUDOKU

Complétez la grille avec les chiffres de 1 à 9, de façon à ce que :
- chaque ligne contienne tous les chiffres de 1 à 9 ;
- chaque colonne contienne tous les chiffres de 1 à 9 ;
- chaque carré de 3 fois 3 cases contienne tous les chiffres de 1 à 9.

	5	4	1	6			7	
				8		4		6
6	7	1						9
4							6	1
					8	2	9	
2		5	4	1	6			
			6	7			2	
9	1					6		
	6			4	2		8	5